

La situation des filles dans le monde 2024



Jusqu'à l'égalité

Nous rêvons encore

Les filles et les jeunes vivant dans des situations de conflit

La situation des filles dans le monde 2024



Plus de 10 000
personnes ont participé
à la recherche



9 995
participants à
une enquête dans 10 pays*

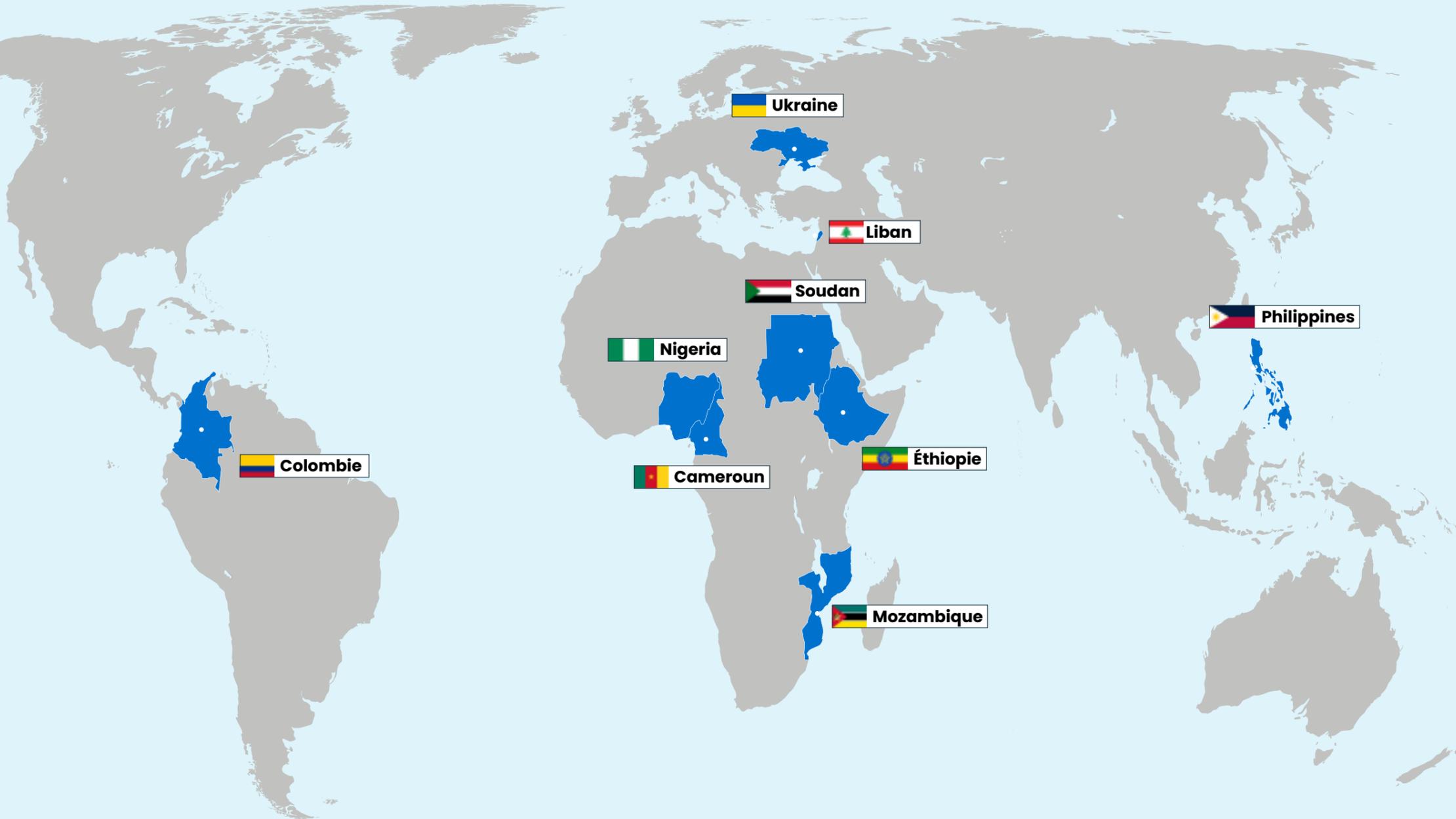


104
entretiens approfondis

Plan International a publié le premier rapport sur la situation des filles dans le monde en 2007. Le rapport de cette année étudie les expériences des filles, des garçons, des jeunes femmes et des jeunes hommes, dans dix pays du monde, dont la vie est dominée par les conflits.

Plus de 10 000 personnes ont participé à la recherche. Elle comprenait une enquête à grande échelle auprès de 9 995 participants et des entretiens approfondis avec 104 autres personnes d'Éthiopie, du Cameroun, de Colombie et des Philippines.

* Un pays ne peut être nommé en raison de sensibilités politiques et opérationnelles.



Avertissement

Plan International est une organisation humanitaire et de développement indépendante qui fait avancer les droits des enfants et l'égalité pour les filles. Nous sommes impartiaux et neutres dans les conflits. Notre engagement dans les contextes de conflit vise à garantir que nous pouvons apporter une contribution positive aux filles, aux enfants et aux jeunes.

Avertissement sur le contenu

Les expériences décrites par les participants à cette étude, en particulier par les personnes interrogées, contiennent des références à la violence physique et sexuelle, ainsi qu'à d'autres thèmes sensibles et potentiellement pénibles. Veuillez lire ce document avec précaution et à votre propre discrétion.

À propos de cette carte

Les limites et les noms indiqués ainsi que les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle par Plan International.

Les pays de l'étude

Cameroun

Les origines du conflit dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun, connu sous le nom de « crise anglophone », remontent à plusieurs décennies. Il s'est aggravé en 2016, après des manifestations pacifiques d'avocats et d'enseignants contre la marginalisation des régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. La situation a évolué vers des demandes de sécession et de véritables hostilités entre les groupes armés non étatiques (GANE) et les forces gouvernementales. Il s'agit désormais d'une crise prolongée marquée par la violence, les violations des droits de l'homme, les déplacements, les enlèvements et une situation d'urgence humanitaire.

Les forces de sécurité gouvernementales et les groupes armés non étatiques ont été accusés de commettre des atrocités, notamment des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture et des attaques contre des civils. En mai 2024, le Nigeria comptait 1,8 million de personnes ayant besoin d'aide, 583 112 personnes déplacées à l'intérieur du pays et 66 178 réfugiés camerounais.¹ Malgré la gravité de la violence et de ses effets, Plan International et le Conseil norvégien pour les réfugiés estiment tout deux que le conflit entre le Nord-Ouest et le Sud-Ouest du Cameroun est l'une des crises de déplacement les plus négligées au monde.^{2,3}

Colombie

Le conflit dure depuis les années 1960. Au départ, la répartition inégale des terres et le manque d'espaces de participation politique ont ouvert la voie au recours à la violence et à la lutte armée. Cette situation a ensuite été renforcée par l'émergence du trafic de drogue, du narcoterrorisme et de la présence de nouveaux acteurs politiques et armés dans le contexte de la lutte révolutionnaire. Le conflit en Colombie se caractérise par la multiplicité des différents groupes armés impliqués.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), au cours du second semestre 2023, le nombre de victimes du conflit a considérablement augmenté, en particulier en juillet et en novembre, en raison de l'intérêt des groupes armés non étatiques (GANE) pour le contrôle des couloirs de mobilité et des rentes tirées de l'économie illégale dans les zones stratégiques. L'expansion des GANE dans différentes régions du pays s'est caractérisée par l'impact sur les communautés de combats continus, d'affrontements sur leurs territoires, de menaces, d'homicides, de déplacements et d'enfermements, mettant en péril l'intégrité de nombreuses personnes. Les départements de la région Pacifique, Putumayo, La Guajira, Cesar, Arauca, Huila, Caquetá et Amazonas sont les plus touchés, ainsi que ceux situés dans la région nord-ouest du pays.⁴

Liban

La guerre civile qui a duré de 1975 à 1990 a coûté la vie à plus de 150 000 personnes, en a chassé plus de 800 000 autres et a causé des milliards de dollars de dégâts aux infrastructures, ce qui a mis le pays en difficulté.⁹ Ces dernières années, la nation a continué à faire face à une crise politique et économique continue, en plus d'accueillir la plus grande population de réfugiés par habitant (syriens et palestiniens) avec un total combiné d'environ 1,75 million, ce qui a épuisé les

services publics du pays. Depuis le 7 octobre 2023, le conflit aux frontières sud continue de s'intensifier et de se détériorer. 102 523 personnes supplémentaires ont été déplacées à l'intérieur du pays et 120 civils, dont 20 enfants, ont été tués.¹⁰ En outre, les services essentiels, notamment les stations d'eau, les écoles et les établissements de santé, ont subi d'énormes dégâts et soixante-quinze pour cent des enfants sont exposés au risque de pauvreté.¹¹

Éthiopie

Le conflit dans le nord de l'Éthiopie, souvent appelé « guerre du Tigré », s'étend au-delà du Tigré et a également eu des répercussions importantes dans les régions d'Amhara et d'Afar. Selon l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo, le conflit qui s'est déroulé entre 2020 et 2022 a coûté la vie à plus de cent mille personnes.⁵

Les victimes sont le résultat d'une combinaison de violences directes, de l'effondrement du système de santé et d'une grave famine. Plus de 21 millions de personnes ont besoin d'une assistance urgente en Éthiopie, dont 4,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays.⁶

Une étude publiée en juillet 2023 a révélé que près de 10 % des femmes et des filles interrogées avaient subi des violences sexuelles, principalement des viols, tandis que 30 % avaient été victimes de violences physiques.⁷

Un accord de paix a été signé en novembre 2022, mais moins d'un an plus tard, un nouveau conflit a éclaté plus au sud, menaçant encore davantage la stabilité du pays et de son gouvernement.⁸

Mozambique

La guerre civile a duré de 1977 à 1992 et s'est terminée par les accords généraux de paix de Rome, mais en 2013, un conflit de faible intensité a repris entre le groupe armé d'opposition initial et les forces gouvernementales actuellement au pouvoir.

L'Accord de Maputo pour la paix et la réconciliation nationale, signé en août 2019, a marqué la fin officielle du conflit. Cependant, depuis 2017, Cabo Delgado, la province la plus septentrionale du Mozambique, est impliquée dans un autre conflit armé, avec un autre groupe armé non étatique et les forces de sécurité mozambicaines, avec l'aide du Rwanda et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Ce conflit se caractérise par une extrême brutalité, notamment par le massacre fréquent de civils et le recrutement forcé d'enfants.¹² 582 762 personnes sont déplacées au 31 mai 2024.¹³ Certaines ont été déplacées plusieurs fois et beaucoup ont été victimes ou témoins d'actes de violence horribles : meurtres, agressions sexuelles, enlèvements, extorsions et incendies de maisons et de villages.¹⁴

Soudan

La guerre brutale qui sévit au Soudan a débuté le 15 avril 2024. Plus de 16 000 personnes ont été tuées et plus de 12,8 millions ont fui leur foyer, souvent vers les pays voisins.^{17,18} Au cours de la deuxième guerre civile (2003-2020), on estime qu'entre 178 000 et 462 000 personnes sont mortes, 80 % de ces décès étant dus à la maladie et à la malnutrition. Une campagne systématique de viols a été déployée comme arme de guerre dans l'intention de procéder à un nettoyage ethnique. Le conflit actuel a également un effet disproportionné sur les femmes et les enfants, avec des

Philippines

Le conflit armé dans le sud des Philippines entre le gouvernement et les groupes rebelles Moro, en particulier le Front national de libération Moro (MNLF) et le Front islamique de libération Moro (MILF), dure depuis plus de 30 ans et a fait plus de 120 000 morts. Les deux groupes réclamaient initialement un État indépendant pour la majorité musulmane du sud des Philippines, le MILF plaidant pour un État islamique. Malgré diverses initiatives de paix depuis 1976, il reste difficile de parvenir à une paix durable en raison des griefs historiques, des changements démographiques et de la montée des groupes extrémistes liés à Al-Qaïda et à l'IS après le 11 septembre 2001.²⁰

Le conflit a bouleversé les structures sociales, rendant les femmes et les enfants particulièrement vulnérables à la traite, à l'exploitation sexuelle et aux abus.²¹

Nigeria

Les conflits sociaux et économiques au Nigeria servent fréquemment de catalyseurs aux tensions interethniques et interreligieuses. Au cours des trois dernières décennies, le nord du Nigeria a connu des épisodes récurrents de violence, qui se sont souvent manifestés par des émeutes urbaines. Ces conflits ont principalement impliqué des affrontements entre des groupes religieux extrêmes et des communautés plus larges et, dans certains États, entre différents groupes ethniques.

Depuis 2020, la situation sécuritaire du Nigeria n'a cessé de se détériorer en raison de la double menace du terrorisme et des bandes organisées. Selon l'OCHA, le Nigeria connaît une grave crise humanitaire, avec 8,3 millions de personnes nécessitant une aide humanitaire et 2,2 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays.¹⁵ Le Nigeria a l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés au monde et l'un des taux de mariage d'enfants les plus élevés, une situation exacerbée par la mauvaise application des lois nationales et étatiques conçues pour empêcher de telles pratiques.¹⁶

allégations de viols, de mariages forcés, d'esclavage sexuel et de trafic d'êtres humains. Plus de 14 millions d'enfants ont besoin d'une aide humanitaire et, avec près de 4 millions d'enfants déplacés, le Soudan est confronté à la plus grande crise de déplacement d'enfants au monde.¹⁹ Le 1er août 2024, le comité d'examen de la famine du CIP a confirmé l'existence d'une famine dans certaines parties du Darfour Nord, notamment dans le camp de Zamzam. Il s'agit de l'un des plus grands camps de personnes déplacées du Soudan, avec une population estimée à 500 000 personnes.

Ukraine

la guerre en Ukraine a commencé en 2014 lorsque la Russie a annexé la Crimée. Elle s'est intensifiée en février 2022, la Russie lançant de nouvelles attaques dans toute l'Ukraine. En 2024, les Nations unies estiment que 17,6 millions de personnes, dont au moins 3 millions d'enfants, auront besoin d'une aide humanitaire.²² Il y a environ 5 millions de personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine et plus de 6 millions de réfugiés ukrainiens toujours en Europe.²³ Les partenaires de Plan International mettent en garde contre la montée en flèche des cas de violence liée au genre, et les recherches de Plan International ont révélé que les adolescents, filles et garçons, à travers le pays sont profondément affectés par la présence constante du danger, ce qui entraîne un stress émotionnel : les filles ukrainiennes déplacées âgées de 15 à 19 ans se sentent isolées et ont un fort sentiment de nostalgie pour leurs vies antérieures qui ont été perturbées par la guerre.²⁴ Pour de nombreux jeunes Ukrainiens, l'enseignement en ligne est la seule option : 3 798 bâtiments scolaires ont été endommagés, 365 complètement détruits, et plus de 2 300 écoles restent fermées pour des raisons de sécurité.²⁵

Résumé exécutif

Le rapport de la situation des filles dans le monde de cette année se concentre sur les expériences des jeunes dont les vies sont dominées par les conflits.

Nous voulions comprendre comment les expériences de la violence, l'interruption des études, la perte des moyens de subsistance et la détresse émotionnelles, causées par les conflits, peuvent différer entre les filles et les jeunes, entre les garçons et les jeunes hommes, et comment ces différences impacteront leur avenir. Quelles implications ces différences ont-elles pour les organisations humanitaires, les gouvernements, les décideurs politiques, les communautés et pour les jeunes eux-mêmes ? Comment pouvons-nous réellement intégrer cette compréhension et la traduire en actions concrètes ? L'étude a inclus une enquête à grande échelle auprès de 9 995 participants provenant de 10 pays : Cameroun, Colombie, Éthiopie, Liban, Mozambique, Nigeria, Soudan, Ukraine, les Philippines et un pays dont le nom ne peut être cité en raison de sensibilités politiques et opérationnelles. En outre, 104 participants supplémentaires ont été interrogés en Éthiopie, Cameroun, Colombie et Philippines. Ces derniers ont pris part à des entretiens approfondis. Les conflits armés touchent tout le monde, mais chacun en ressent les effets de manière différente.

« Au sujet de l'impact de la guerre, je peux affirmer que les femmes et les hommes sont affectés de manière égale, mais pour les femmes, c'est plus grave car elles ont été violées... Les garçons ont également été affectés par la guerre, beaucoup d'entre eux ont été tués et certains sont toujours portés disparus une fois celle-ci terminée. Je peux vous affirmer que tout le monde a été affecté par la guerre, de différentes manières. » Addodas, 19, Éthiopie

Le rapport se penche sur les dimensions sexospécifiques du conflit, en mettant spécifiquement l'accent sur les besoins et les droits des filles et des jeunes femmes, qui, en période de conflit, comme en période de paix et d'abondance, sont souvent négligés.

En 2024, près de 300 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire.²⁶ Les conflits constituent l'un des principaux facteurs des besoins humanitaires. L'impact sur les civils et, en particulier sur les enfants et les jeunes, est dévastateur. Ils sont recrutés, kidnappés, attaqués dans les écoles et les hôpitaux, ils subissent des violences sexuelles et on leur refuse l'aide humanitaire. Au milieu de ce chaos, notre enquête révèle que les filles et les garçons, ainsi que les jeunes femmes et les jeunes hommes, vivent les conflits de manière distincte. Ces différences, mises en évidence tant par l'enquête que par les entretiens approfondis, constituent le point central de ce rapport. Ce qui ressort de cette étude actuelle, c'est qu'il est important, si l'aide se veut efficace, de comprendre que les différents conflits, contextes et identités, car ceux-ci révèlent une myriade d'expériences différentes. La peur est un fil rouge, tout comme la difficulté de trouver le strict nécessaire, mais les filles et les jeunes femmes témoignent de niveaux de stress émotionnel bien plus élevés. Elles subissent des agressions sexuelles et leurs opportunités sont moindres en raison de leurs responsabilités familiales et de leurs grossesses. Les garçons et les jeunes hommes sont envoyés de force au combat, beaucoup meurent, et ces derniers se sentent responsables de subvenir aux besoins de leur famille et de la protéger.

Ces entretiens de qualité illustrent la brutalité et le traumatisme constant que bon nombre de personnes interrogées ont subi ou ont été témoin, peu importe qui elles sont et d'où elles viennent. Des vies ont été brisées, des communautés et des familles détruites. Bien que l'enquête et les entretiens approfondis montrent des différences significatives dans l'impact du conflit selon le genre, la souffrance touche tout le monde.



« Il faut que les voix des femmes soient entendues. Sans la participation des femmes, rien ne peut se faire. Les femmes doivent pouvoir vivre librement et exprimer librement leur pensée »
Aculle,* 13, Éthiopie

Une fille fréquente un espace adapté aux enfants en Éthiopie © Plan International

* Les noms des enfants et des jeunes mentionnés dans ce rapport ont été modifiés afin de garantir leur anonymat. Les photos utilisées dans ce rapport ne sont pas celles des participants à la recherche.

Constats principaux

Les jeunes ont montré des niveaux élevés de détresse émotionnelle,

comprenant des **troubles du sommeil (55%*)** et une **préoccupation constante (54%)**. Les filles et les jeunes ont déclaré des niveaux significativement** plus élevés de ces indicateurs de stress émotionnel que les garçons et les jeunes hommes.



27% des filles et des jeunes femmes

de l'étude ont rapporté des **violences sexuelles ou basées sur le genre** comme un risque constant du quotidien, comme l'ont fait les filles et les jeunes femmes dans les entretiens.

Les personnes interrogées en Éthiopie, en particulier, ont vécu ou assisté à des violences sexuelles extrêmes et à l'encontre des filles et des jeunes femmes et ont insisté sur **le besoin urgent de sécurité et d'assistance**, notamment sur le besoin de services relatifs à la santé mentale. Les filles et les jeunes femmes qui sont tombées enceintes suite à un viol, ont déclaré être stigmatisées une fois de retour chez elles.

38% des personnes interrogées ont déclaré ne pas se sentir en sécurité ou très peu en sécurité,

les filles et les jeunes femmes (39%) se sentant moins en sécurité que les garçons et les jeunes hommes (36%).



Plus de la moitié des participants à l'enquête n'ont pas pu suivre d'études à

cause du conflit : les garçons et les jeunes hommes légèrement plus que les filles et les jeunes femmes, 53% comparé à 52%.

Les garçons et les jeunes hommes faisaient la cible d'un recrutement par les groupes armés en plus grand

nombre que les filles et les jeunes femmes, 22% comparé à 14%. On a demandé à environ 17% des personnes ayant participé à l'enquête, âgées de 17 ans ou moins, de rejoindre ou de soutenir un groupe armé.



Plus de 45% des participants à l'enquête ont indiqué avoir

réduit leur consommation alimentaire : 47% des filles et des jeunes femmes comparé à 44% des garçons et des jeunes hommes. Les filles et les jeunes femmes ont également indiqué avoir plus de mal à évaluer l'aide alimentaire. 59% des participants à l'enquête avaient un accès limité à l'électricité ou aucun accès et 41% avaient un accès limité à l'eau ou aucun accès.



Les moyens de subsistance de 63% des participants à l'enquête

peu importe leur identité de genre, ont été affectés, d'une certaine manière, par le conflit dans leur pays. L'assistance et l'aide financière qui aident à reconstruire les économies se sont imposées comme une priorité principale à travers toute l'étude.



65% des jeunes veulent des pourparlers de paix, et ils

souhaitent également y être impliqués : les filles étaient plus favorables à l'implication des jeunes que les garçons, puisque 45% des jeunes femmes souhaitaient l'implication des jeunes et 39% proposaient tout particulièrement l'implication des filles et des jeunes femmes dans les pourparlers de paix.

Appels à l'action

Lorsque leurs sociétés sortent d'un conflit, et au fur et à mesure qu'ils le vivent, les jeunes ont beaucoup à offrir

Il est essentiel d'écouter les jeunes alors qu'ils essayent de surmonter les défis complexes auxquels ils sont confrontés.

Ils ont tous besoin d'être autonomes financièrement et en matière d'éducation, ils ont besoin du strict nécessaire mais ils doivent également avoir accès à des services adaptés à leurs situations, tout particulièrement par rapport à la santé sexuelle et reproductive, aux droits et à l'assistance psychologique, pendant et après le conflit.

Un conflit peut briser une génération entière mais c'est l'expérience et l'énergie de cette génération, si elle est soutenue correctement, qui aideront leurs communautés à survivre et à se reconstruire.

« Les jeunes sont des bâtisseurs d'avenir et ils doivent être impliqués dans les pourparlers de paix. »
Akungha, 24, Cameroun

« Donnez-leur un enseignement de qualité, un accompagnement et plus que tout, une protection psychologique. »
Martha, 22, Colombie

Malgré le caractère peu prometteur de leur situation actuelle, il y a encore de l'espoir pour l'avenir et les jeunes gens prenant part à cette étude ont de nombreuses idées sur la manière dont ils peuvent survivre au conflit et se reconstruire après celui-ci.

Les filles et les jeunes ont besoin que toutes les parties au conflit, les gouvernements nationaux, les agences humanitaires et les donateurs travaillent ensemble et :

- ➔ **Mettent en œuvre des cessez-le-feu et entament des pourparlers de paix significatifs** cherchant une paix durable qui permet aux filles et jeunes de se faire entendre quant à leurs besoins spécifiques.
- ➔ **Cessent et condamnent toutes les violations graves contre les enfants lors des conflits, comprenant le recrutement et l'utilisation par des forces et des groupes armés, les massacres et la mutilation, les violences sexuelles, les attaques sur des écoles ou des hôpitaux, les kidnappings et le refus à l'accès humanitaire.**
- ➔ **Soutiennent une éducation sûre et inclusive, pour les enfants et les jeunes, comprenant l'enseignement de la paix, le financement pour la mise en œuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles et des approches d'apprentissage alternatives.**
- ➔ **Œuvrent pour l'aide humanitaire, en s'assurant que les filles, les garçons et les jeunes ont un accès égal à la nourriture, à l'eau et à un abri et que les services pour les survivants de violences sont priorités, y compris pour les filles et les jeunes femmes.**
- ➔ **Soutiennent les économies locales et offrent des opportunités d'emploi pour que les filles, les garçons et les jeunes disposent d'options adaptées qui prennent en compte leurs différents besoins.**

* Les pourcentages ont été revus à la hausse ou à la baisse pour arriver à un nombre entier : les demi-points ont été conservés.

** Dans tout le rapport, « significatif » est utilisé au sens statistique du terme : un résultat qu'on ne peut pas attribuer au hasard.

Contenu

La Situation des Filles dans le Monde 2024	2
Les pays de l'étude	4
Résumé exécutif	7
Constats principaux	8
Appels à l'action	9
Avant-propos	10
Gaza	12
Introduction	14
Méthodologie	16
Ce que nous avons appris	18
L'impact global du conflit	20
Sentiment d'insécurité : l'expérience de la violence au quotidien	26
La peur des groupes armés	30
Éducation : conséquences de la guerre	33
Santé et bien-être	37
Moyens de subsistance et sécurité économique	41
Accès aux services et aux ressources	43
Le rôle des agences d'aide	45
Regarder vers l'avenir	47
Conclusion	52
Recommandations	56
Références	62
Remerciements	66

Avant-propos

Dr Elzahra Mohammed est née à Khartoum et a déménagé au Darfour à l'âge de cinq ans. Elle s'y trouvait en 1996 lorsque la guerre civile s'est intensifiée et, depuis lors, sa vie et ses opportunités ont été marquées par la guerre. Malgré cela, encouragée par ses parents, elle a obtenu son diplôme de médecin. Lorsque les hostilités ont repris en 2023, elle a fui avec sa famille, y compris ses trois enfants, vers une région plus sûre du Soudan, puis vers l'Égypte. Elzahra travaille actuellement pour Plan International au Soudan et voyage entre les deux pays.

J'ai été confrontée à des conflits tout au long de ma vie, tant pendant mon enfance qu'à l'âge adulte. Ma petite enfance était idyllique : un environnement sûr et paisible avec des jardins et des manguiers, des endroits où nous pouvions jouer seuls en toute sécurité, même lorsque nous étions de jeunes filles. Nous aimions vraiment notre vie, mais soudain tout a changé. Les combats sont arrivés jusqu'à nous et on nous a dit : « Vous ne pouvez pas sortir seules, quelqu'un pourrait vous trouver et vous tuer ou vous violer ». La nourriture est devenue rare et chère, les écoles ont fermé et sont devenues des camps pour les personnes déplacées. Nous étudions dehors, sous les arbres. Parfois, pendant que nous étudions, nous entendions des tirs, des gens qui couraient et nous voyions et entendions les

" Il est clairement nécessaire de se concentrer sur les filles et les jeunes femmes si nous voulons construire la paix. "

avions militaires se déplacer. C'était très effrayant pour les enfants que nous étions, le bruit des avions militaires. Tout a donc changé. Nous avons perdu des membres de notre famille. Je me souviens de mon cousin. Nous l'aimions beaucoup. Il a été tué. Il s'est vidé de son sang pendant toute une journée. Lorsque vous entendez une telle histoire concernant votre famille, c'est très, très traumatisant. Nous vivions dans un quartier proche de l'hôpital. Chaque jour, nous voyions des gens morts ou blessés.

La guerre est terrible, mais je pense qu'elle est particulièrement effrayante pour les filles. Même avant la guerre, les filles étaient victimes d'une sorte de discrimination. Mais après, la situation est devenue très, très mauvaise pour nous parce que les jeunes garçons ont commencé à porter des couteaux. Parfois, vous êtes victime de harcèlement et vous ne pouvez rien dire parce qu'un garçon a un couteau sur lui. Il peut vous attaquer. Nous avons passé un examen et je suis arrivée première dans l'État, il y a eu une cérémonie. Après, quand je suis sortie, il y avait une dizaine de garçons qui voulaient m'attaquer et m'ont dit : « Tu es une fille. Comment as-tu pu arriver première ? » J'ai vu tout cela quand j'étais enfant et j'ai été traumatisée par ces expériences. Lorsque je suis devenue médecin, j'ai beaucoup travaillé avec des filles et des jeunes femmes qui

avaient été maltraitées pendant la guerre et qui étaient tombées enceintes. J'ai vu une fille accoucher dans la rue. Nous l'avons aidée et elle a donné mon nom à l'une de ses filles, Zahra. Je peux comprendre ce que les filles traversent. Il est important de reconnaître que les filles ne sont pas affectées de la même manière que les garçons, elles doivent être traitées différemment, elles ont des besoins différents, tant sur le plan pratique qu'émotionnel. C'est pourquoi j'essaie de les aider. J'ai suivi une formation pour travailler avec les victimes de viol. Lorsque je travaille dans des camps de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, je vois des filles prendre des risques, obligées de faire un travail qu'elles ne feraient pas normalement. Les femmes et les filles ne sont pas toujours directement visées par les attaques, mais elles ressentent les effets du conflit. Partout, je vois des filles qui luttent pour se nourrir et qui font des travaux pour soutenir leur famille, alors que leurs propres besoins sont négligés.

Je salue ce rapport, car il est important de reconnaître les différences entre les personnes et d'avoir une vision claire de la situation. Pour pouvoir aider correctement les gens, il faut vraiment comprendre ce qu'ils vivent. Toutes les personnes qui ont connu la guerre subissent des traumatismes, mais de manière différente. En tant que médecin travaillant au Soudan, je suis reconnaissante de pouvoir faire cela. Dans mon pays, il y a beaucoup de tristesse et de souffrance, mais il y a aussi de l'espoir : nous devons espérer que les choses changeront.

— Dr. Elzahra Mohammed

Fatima,* 23 ans, elle a vécu à Gaza toute sa vie. Elle a été contrainte de fuir sa maison en octobre 2023 et vit aujourd'hui avec sa famille constituée de sept personnes dans un petit appartement à l'est de Gaza, qu'ils partagent avec une autre famille. Elle s'est engagée auprès de Plan International en tant que jeune ambassadrice et, dans le cadre du conflit actuel, elle est déterminée à faire en sorte que la voix des jeunes continue d'être entendue.

En raison de la gravité de la violence actuelle, nous n'avons pas pu mener les recherches pour ce rapport à Gaza, mais Fatima, sa famille et des milliers de Palestiniens vivent chaque jour dans la faim, la peur, la mort et la destruction. Il est important de ne pas les réduire au silence. Le témoignage de Fatima évoque également les expériences de tant de jeunes dans les conflits du monde entier et souligne l'importance primordiale de la paix dans la justice.

* Nom changé

Vivre à Gaza m'a donné une perspective profonde et souvent difficile sur la vie. Grandir dans une zone de conflit, c'est être confronté à des incertitudes et à des limites au quotidien. Le contraste frappant entre ma vie et celle d'autres personnes de mon âge vivant dans des régions plus stables met en évidence les profondes disparités en termes d'opportunités et de conditions de vie. La présence constante de conflits dresse des barrières importantes devant nos rêves et nos aspirations, rendant même des désirs simples, comme voyager, difficiles, voire humiliants. Cela m'amène à poser une question : « Ne sommes-nous pas humains tout comme eux ? » Et la réponse... Eh bien, il n'y a pas de réponse.

Vivre dans une zone de conflit a un impact sur les jeunes qui peut durer toute la vie : elle limite notre accès à une éducation de qualité, à des possibilités d'emploi et à un environnement sûr. Nombre d'entre eux sont traumatisés par la violence dont ils ont été témoins et par la perte d'êtres chers, ce qui peut avoir des effets psychologiques à long terme. En outre, l'effondrement de l'économie et le manque d'infrastructures font qu'il est difficile pour les jeunes d'envisager un avenir stable ou de planifier une vie normale. À bien des égards, la charge quotidienne est plus lourde pour les femmes

« Ne sommes-nous pas humains, tout comme eux ? »

et les filles, qui doivent constamment s'occuper de leur famille et de leurs jeunes enfants, lutter pour obtenir les produits de première nécessité et assurer leur sécurité. Mais ce sont souvent les garçons et les hommes qui risquent leur vie en cherchant de la nourriture. Tout le monde souffre.

Pour faire face à ces dures réalités, les jeunes adoptent diverses stratégies de survie : nous vivons au jour le jour, en trouvant du réconfort dans les petites joies et les passions personnelles. La création d'univers personnels et la pratique d'activités que nous aimons nous permettent de nous évader temporairement et de retrouver un sentiment de normalité. Je prends des photos et j'écris des poèmes. Je veux être photographe : s'accrocher à ses espoirs et à ses rêves est un élément essentiel de la survie. Malgré les circonstances difficiles, ces rêves nous donnent une raison de persévérer et d'aller de l'avant, même lorsque l'avenir semble incertain. Les interventions efficaces lors d'un conflit doivent à la fois répondre aux besoins immédiats et viser la stabilité à long terme. La fourniture d'une aide humanitaire, telle que de la nourriture, des soins médicaux et un soutien

psychologique, est cruciale pour la survie immédiate. En outre, la création d'espaces sûrs pour l'éducation et le développement personnel peut servir de refuge et aider les jeunes à se préparer à un avenir meilleur. Il est également essentiel de plaider en faveur de solutions politiques et de négociations de paix pour s'attaquer aux causes profondes du conflit. Or, aujourd'hui, à Gaza, nous ne recevons rien. J'ai l'impression que personne ne s'occupe de nous, les jeunes se sentent abandonnés par le monde extérieur, le conflit s'est prolongé et les gens ne sont plus choqués par ce qui nous arrive.

Cela m'aiderait beaucoup si la guerre se terminait et si je pouvais sortir dans la rue et me sentir à nouveau en sécurité, même si je ne sais pas si c'est possible ou si je serai encore en vie après la guerre. Mais l'une des choses qui pourrait m'aider, c'est de ne pas avoir le sentiment que notre cause est marginalisée et que tout le monde l'ignore. Nous mourons de bien des façons, mais est-ce que quelqu'un a pensé à se mettre à ma place pour une journée ?

« Il y a tant de choses que je veux encore faire... »

— Fatima, 23, Gaza



Mère et enfant parmi les tentes à Gaza © Tdh / Abed Zagout

Depuis octobre 2023 :

- Plus de 89 364 Palestiniens ont été blessés et 10 000 sont portés disparus. 17 000 enfants palestiniens seraient non accompagnés et séparés de leur famille.^{31,32}
- Plus de 10 000 Palestiniens, dont 630 enfants et 295 femmes, ont été détenus par les autorités israéliennes en juin 2024. Des rapports faisant état de tortures et de mauvais traitements infligés aux détenus, ainsi que de l'absence de procédure régulière, suscitent des inquiétudes quant au caractère arbitraire et punitif de la détention des Palestiniens.³³
- Plus de 60 % des habitations de Gaza ont été détruites ou endommagées,³⁴ et plus de 1,9 million de personnes sont actuellement déplacées.³⁵
- Plus de 90 % des écoles de Gaza ont également été endommagées ou détruites et les autres sont utilisées comme abris.³⁶ On estime à 625 000 le nombre d'enfants qui n'ont pas accès à l'éducation.

Le conflit à Gaza est une crise humanitaire d'une ampleur catastrophique. Les bombardements de l'armée israélienne sur Gaza s'accompagnent de la poursuite des tactiques de siège du gouvernement israélien et des restrictions systématiques de l'aide entrant à Gaza pour répondre aux immenses besoins humanitaires des civils palestiniens. Il s'agit notamment de produits de base et de fournitures vitales. Les contraintes d'accès comprennent le blocage arbitraire de produits essentiels.³⁷ Plan

International et d'autres organisations humanitaires ont publié³⁸ de nombreuses déclarations publiques conjointes et notes d'information dénonçant les restrictions à l'aide humanitaire qui empêchent celle-ci d'atteindre les civils palestiniens, l'assassinat de travailleurs humanitaires et les obstacles considérables à l'accès humanitaire : des actions qui ne tiennent pas compte des obligations du droit international humanitaire ni de la vie des civils.

La surpopulation, le manque d'eau potable et d'installations sanitaires adéquates, ainsi que la destruction délibérée de la majorité des installations médicales et des hôpitaux de la bande de Gaza posent de graves problèmes de santé.³⁹ Les agences d'aide ont fait état de préoccupations importantes concernant les femmes qui sont forcées de subir des accouchements sans aide médicale, qui connaissent des taux élevés de viols et d'agressions sexuelles et qui n'ont qu'un accès limité aux soins de santé sexuelle et reproductive, y compris à la contraception.⁴⁰ En juillet 2024, la classification intégrée de la phase de sécurité alimentaire (IPC) a mis en garde contre un risque élevé de famine dans l'ensemble de la bande de Gaza.⁴¹ En mars 2024, quatre mois seulement après le début du conflit, le nombre d'enfants tués à Gaza avait déjà dépassé le nombre vérifié par les Nations Unies d'enfants tués par les conflits dans le monde au cours des quatre dernières années.^{42,43} L'ampleur catastrophique de la violence et le grand nombre d'enfants qui

ont perdu toute leur famille ont conduit à l'introduction d'un nouvel acronyme par les premiers intervenants et les équipes médicales : « WCNSF » wounded child, no surviving family (enfant blessé, pas de famille ayant survécu).⁴⁴ Les experts en santé mentale avertissent que les enfants de Gaza, dont le taux de stress post-traumatique était de 53 % avant le début du conflit actuel, sont désormais constamment exposés à des événements extrêmement traumatisants, sans accès à des soins de santé mentale.⁴⁵

Le conflit en cours à Gaza a eu des répercussions profondes et d'une grande portée non seulement sur les civils palestiniens, mais aussi sur l'ensemble de la région, y compris le Liban. Il existe un risque supplémentaire de guerre régionale plus large.

Plan International, en collaboration avec des agences d'aide et des organisations de défense des droits humains, continue d'appeler à un cessez-le-feu immédiat et durable à Gaza pour sauver et protéger des vies ; que les États arrêtent les transferts d'armes tant qu'il existe un risque qu'elles soient utilisées pour commettre ou faciliter des violations du droit international humanitaire ou des droits humains ; et à des itinéraires sûrs, cohérents et sans obstacles pour permettre l'acheminement de l'aide à l'intérieur et à l'extérieur de la bande de Gaza afin de répondre aux besoins immenses des civils palestiniens.

Introduction

Le rapport sur la situation des filles dans le monde de cette année examine les expériences des filles et des garçons, des jeunes femmes et des jeunes hommes qui grandissent dans dix zones de conflit différentes à travers le monde.

L'étude cherche à répondre à trois questions clés :

- ① **Comment la vie des filles et des garçons est-elle influencée par la crise dans leur pays ? Quels sont les domaines et les services les plus touchés ?**
- ② **Comment l'âge, le sexe et d'autres caractéristiques qui se recoupent jouent-ils un rôle dans l'impact du conflit sur les jeunes ?**
- ③ **Quelle forme ont prise les trajectoires de vie des filles et des garçons en raison de l'expérience du conflit ? Quels sont leurs espoirs pour l'avenir ?**

Les expériences des participants à l'étude sont souvent dévastatrices : la normalisation de la violence, la mort et la destruction environnantes, la faim et la peur qu'ils décrivent si vivement ne devraient jamais être le lot quotidien de quiconque. Ceux qui survivent auront du mal à accepter ce qui leur est arrivé. De nombreux jeunes interrogés ont le sentiment que, pendant la guerre, c'est leur groupe d'âge, filles et garçons, qui souffre le plus. Toutefois, il ressort également clairement de l'étude que le sexe joue un rôle clé dans la manière dont le conflit est vécu : il est horrible pour tout le monde, mais de manière différente.

« De plus en plus de filles se marient, quittent l'école, subissent des violences sexuelles, sont forcées d'avoir un enfant et le font pour obtenir la protection de leur partenaire. »
Ikome, 16, Cameroun

« Je peux donc dire que tout le monde a été affecté par la guerre de différentes manières. » Addodas, 19, Éthiopie

Les conflits privent toute une génération de ses jeunes années. Les étapes traditionnelles telles que l'achèvement des études, l'obtention d'un emploi ou le départ de la maison sont perturbées. Les filles et les jeunes femmes sont soumises de manière disproportionnée à la violence sexuelle, ce qui entraîne des grossesses non désirées. Les garçons sont plus susceptibles d'être recrutés dans les forces armées et les groupes armés et d'être tués. La lutte pour les produits de première nécessité et la perte des moyens de subsistance touchent tout le monde. La détresse de ces années aura un impact sur toute leur vie.

Ce rapport, basé sur une étude détaillée et de grande envergure menée par Plan International en 2024, vise à mettre en lumière les expériences des filles et des jeunes en matière de conflit et leur impact sur leur vie actuelle et leurs

aspirations futures. Il cherche également à comprendre les effets des conflits en fonction du genre : pour que l'aide humanitaire soit efficace, il est essentiel de reconnaître les défis uniques et les différences de besoins, de priorités et de rôles entre les filles, les garçons, les jeunes femmes et les jeunes hommes. Il est également essentiel de prêter une attention particulière à ce que les jeunes nous disent. Les dix pays étudiés connaissent tous des conflits de nature différente ; les expériences des filles et des jeunes en matière de conflit varient considérablement d'un pays à l'autre, tout en présentant des points communs. Les réponses doivent être adaptées à la fois au contexte national et aux différentes expériences des filles et des jeunes dans chaque pays.

Dans cette étude, les filles et les jeunes femmes, en particulier, ont eu le courage de décrire leurs expériences et de formuler leurs espoirs et leurs besoins : leurs voix doivent guider nos actions.

« Les jeunes connaissent mieux l'histoire des crises et c'est nous qui vivons le plus de souffrances, et nous pouvons aider à trouver une solution. » Bate, 22, Cameroun

Les participants à l'étude parlent de leurs rêves brisés, mais beaucoup gardent espoir. Leurs priorités pour l'avenir sont claires : mettre fin au conflit, les protéger de la violence et de l'exploitation, soutenir les initiatives en matière d'éducation et de moyens de subsistance, fournir des informations et des ressources en matière de santé sexuelle et reproductive, apporter une assistance psychologique, y compris un soutien complet aux survivants de la violence, et les faire participer à la construction de la paix.

« Les jeunes savent ce que représente un conflit et ils peuvent apporter un point de vue différent par rapport à des personnes plus âgées ou des personnes qui ne sont pas impliquées. » Valentina, 18, Colombie



Méthodologie*

Enquête quantitative :



9 995
jeunes

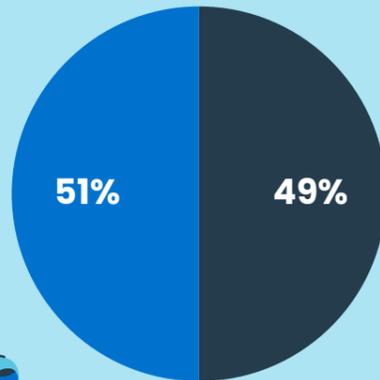


originaires
de 10
pays différents



âgés de
15-24 ans

5 003
filles et
jeunes femmes



4 992
garçons et
jeunes hommes

21%
des personnes
interrogées se sont
identifiées comme des
personnes déplacées



Les 10 pays
concernés par
l'enquête

incluent le Cameroun,
Colombie, Éthiopie,
Liban, Mozambique,
Nigeria, Soudan,
Ukraine y Philippines**



L'enquête a été menée par GeoPoll, en utilisant
une combinaison de méthodes de recrutement
et d'échantillonnage

* Pour des informations détaillées sur la méthodologie, veuillez consulter le rapport technique sur la situation des femmes dans le monde 2024 : plan-international.org/still-we-dream

** Un pays ne peut être nommé en raison de sensibilités politiques et opérationnelles.

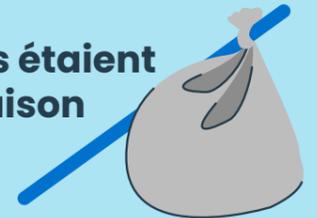
Recherche qualitative :

Entretiens avec 104 participants âgés de 13 à 24 ans
**en Éthiopie, au Cameroun,
en Colombie et aux Philippines**



15%
étaient de
jeunes parents

60%
des participants étaient
déplacés en raison
d'un conflit



Les questions des entretiens ont été posées de manière semi-structurée, ce qui signifie que toutes les questions n'ont pas été posées à tous les participants. Dans l'intérêt d'être centré sur les jeunes, cela a permis une discussion ouverte dirigée par la personne interrogée. Les entretiens pouvaient être exploratoires dans l'échange, sans pour autant surcharger les participants de questions.



Éthique et sauvegarde :

L'approbation éthique de la recherche a été accordée par le Comité d'éthique de la recherche de l'Overseas Development Institute basé au Royaume-Uni. Une évaluation complète des risques de sauvegarde a été réalisée en collaboration avec le personnel du bureau national afin d'identifier les risques potentiels et les mesures d'atténuation pour toutes les méthodes de collecte de données. Une série d'informations sensibles ayant été partagées par les participants,

des procédures de sauvegarde ont été mises en place et un soutien a été apporté conformément à notre politique de sauvegarde, y compris l'accès à des services complets de gestion de cas.

La clé de l'approche éthique de Plan International est que les réponses des participants soient reconnues au niveau national et local, en intégrant leurs voix, leurs expériences et leurs préoccupations dans les politiques et les programmes pertinents.

Ce que nous avons appris

Un examen de la recherche pertinente nous apprend qu'à Gaza, en Ukraine, au Soudan et en Éthiopie, ainsi que dans de nombreux autres pays touchés par des conflits, les filles et les jeunes personnes partagent des expériences similaires de perte, de peur et de destruction, qui peuvent avoir des conséquences à vie sur leur bien-être physique et psychologique et en termes d'opportunités manquées.⁴⁶

Dans de nombreuses régions, la guerre s'accompagne d'autres crises humanitaires (famine, inondations, sécheresse) qui accroissent la violence et la souffrance.^{47 48} Dans cette recherche, tout en reconnaissant les similitudes, nous examinons les détails et les différences. Comment le genre affecte-t-il votre expérience de la guerre ? Où se situent les principales différences et qu'est-ce que cela signifie pour la survie et pour la reconstruction des pays et des communautés au lendemain de la guerre ?

L'impact global du conflit	20
Sentiment d'insécurité : l'expérience de la violence au quotidien	26
La peur des groupes armés	30
Éducation : conséquences de la guerre	33
Santé et bien-être	37
Moyens de subsistance et sécurité économique	41
Accès aux services et aux ressources	43
Le rôle des agences d'aide	45
Regarder vers l'avenir	47



Un homme regarde un immeuble endommagé par une frappe aérienne en Ukraine © Plan International / Viacheslav Ratynskiy

« Je ne m'en sors pas... »

L'impact global du conflit

Plus loin dans le rapport, nous examinerons plus en profondeur certains des thèmes clés abordés dans la recherche. Cette section montre l'ampleur des différents effets globaux du conflit, qui vont du manque d'abris, de nourriture et d'eau au déplacement et à la destruction des moyens de subsistance, en passant par la violence et la mort.

Ce qui ressort de cette recherche, c'est l'horreur même de la vie quotidienne. Les expériences varient bien sûr en fonction du sexe et du lieu, de la pauvreté et de la situation familiale, de l'appartenance ethnique, de l'âge et des caractéristiques personnelles. Mais la lutte pour la survie touche tout le monde.

Il semble que les filles et les jeunes femmes aient du mal à manger et à boire suffisamment ou à accéder à des services comme Internet, ce qui reflète l'inégalité de genre préexistante et bien documentée au sein de la famille, où les besoins des filles sont rarement prioritaires.⁴⁹

Lorsque les jeunes ont été interrogés sur les effets du conflit sur leur vie, il est apparu clairement que beaucoup d'entre eux manquaient de produits de première nécessité :

41% n'ont pas ou très peu d'accès à l'eau

44% n'ont pas ou très peu d'accès à la nourriture

59% n'ont pas ou très peu d'accès à l'électricité

49% n'ont pas ou très peu d'accès à l'internet ou au téléphone.

Tableau 1 : Expériences des participants en matière de conflit, par identité de genre

Avez-vous vécu l'une des expériences suivantes à la suite d'un conflit dans votre pays ou votre région ?						
	Filles et jeunes femmes		Garçons et jeunes hommes		TOTAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Pas d'accès ou accès très limité à l'électricité, au gaz, au carburant, etc.	2910	59.40%	2825	57.90%	5735	58.60%
Pas ou très peu d'accès à Internet ou au téléphone	2486	50.70%	2268	46.50%	4754	48.60%
Pas d'accès ou accès très limité à la nourriture	2204	45.00%	2069	42.40%	4273	43.70%
Pas d'accès à l'eau ou un accès très limité	2141	43.70%	1897	38.90%	4038	41.30%
Interruption de l'éducation	1988	40.60%	1916	39.30%	3904	39.90%
Pas d'accès ou accès très limité aux soins de santé	1762	36.00%	1734	35.50%	3496	35.80%
Perte de moyens de subsistance [par exemple, emploi/revenu/terres agricoles].	1508	30.80%	1469	30.10%	2977	30.40%
Perte des biens ou des propriétés	1337	27.30%	1394	28.60%	2731	27.90%
Séparé(e) de votre famille immédiate et vivant actuellement seul(e)	624	12.70%	698	14.30%	1322	13.50%
Séparé(e) de ma famille immédiate [vivant avec des personnes extérieures à la famille ou des voisins].	432	8.80%	441	9.00%	873	8.90%
Aucune des réponses ci-dessus	631	12.90%	630	12.90%	1261	12.90%
TOTAL	4900	100.00%	4879	100.00%	9779	100.00%

Impacts significatifs selon le genre

Des différences significatives ont été observées entre les genres en ce qui concerne l'accès nul ou très limité à la nourriture, à l'eau et à Internet. Un plus grand nombre de filles et de jeunes femmes que de garçons et de jeunes hommes ont déclaré avoir des difficultés à accéder aux besoins de base.



Des réfugiés syriens regardent à l'extérieur de leur tente dans un camp au Liban © Plan International / Hussein Nouredine

Les entretiens approfondis soulignent les difficultés rencontrées par les familles qui luttent pour se procurer de la nourriture et de l'eau et qui sont contraintes de quitter leur domicile.

« La crise nous a affectées, ma famille et moi, en nous obligeant à déménager et à nous adapter à un mode de vie différent auquel nous ne sommes pas habituées, car les choses ne sont plus ce qu'elles étaient chez nous. Nous devons acheter presque tout ici et nous n'avons pas de terres agricoles à cultiver... Le changement le plus important, c'est de quitter ma ville natale pour un endroit inconnu où je n'ai jamais été auparavant. » Dalma, 13, Cameroun

Plus de la moitié des participants des quatre pays ayant pris part aux entretiens qualitatifs étaient actuellement déplacés ou l'avaient été auparavant et étaient rentrés chez eux. Nombre d'entre eux avaient subi des violences et certains avaient perdu des proches, sans parler de la perturbation de l'éducation et des moyens de subsistance.

« Littéralement, la seule chose que nous avons emportée, ce sont des vêtements. Ils ne nous ont pas prévenus et ne nous ont pas laissé de temps, par exemple en nous disant : " Vous avez 15 jours pour partir ". Ils sont arrivés immédiatement et nous ont dit de partir avec ce que nous pouvions, et nous avons pris ce que nous pouvions... Nous avons eu des moments difficiles, mes frères sont partis, et ma mère est tombée malade à ce moment-là. » Raquel, 22, Colombie

De nombreuses personnes interrogées ont indiqué qu'elles avaient du mal à s'en sortir : Bessong, dont le père subvenait aux besoins de la famille, se retrouve aujourd'hui responsable de sa grand-mère et de son jeune enfant.

« Je ne m'en sors pas vraiment parce que l'alimentation est un problème et que ma grand-mère est âgée et a des factures médicales que je dois m'efforcer de régler tout en m'occupant de mon enfant et de moi-même. Le père de l'enfant m'aide, mais il ne donne pas assez. Parfois, il me bat et menace de renvoyer ma grand-mère de la maison, puisque c'est lui qui la paie ses factures. » Bessong, 24, Cameroun*

Les personnes interrogées en Éthiopie ont également expliqué qu'elles avaient dû fuir leur maison et qu'elles devaient s'adapter à de nouvelles conditions de vie :

« Dans le [camp], je vis seule et nous dépendons totalement de l'aide que nous recevons pour survivre. Certains mois, nous ne recevons pas d'aide et lorsque nous n'en recevons pas, nous mendions de la nourriture... Ici, dix personnes vivent dans une seule pièce et il est difficile de survivre. » Tigray,** 18, Éthiopie



Communauté où Plan International a lancé un projet d'aide d'urgence pour soutenir les familles vénézuéliennes en Colombie © Plan International / Anika Büssemeier

D'autres participants éthiopiens ont évoqué les différentes façons dont les filles et les garçons, les jeunes hommes et les jeunes femmes étaient affectés par le conflit.

« L'impact de la guerre est plus dur pour les jeunes femmes, et nous avons connu tellement de difficultés pendant ces moments. De nombreuses filles ont été violées pendant la guerre. En outre, par rapport aux garçons, nous passons la plupart de notre temps à travailler à la maison. Cela signifie que le fardeau qui pèse sur les filles est très lourd. Par conséquent, toutes ces difficultés entraînent la dépression chez de nombreuses jeunes filles et la plupart d'entre elles souffrent d'une forme de maladie mentale. » Dansha, 17, Éthiopie

Les familles colombiennes ont parfois été contraintes de fuir plusieurs fois. Les participants ont décrit une violence constante, où des membres de la famille ont été tués ou ont disparu aux mains de groupes armés. Beaucoup ont vécu dans un état de peur prolongé.

« Les paracos[°] entraînent par effraction [...] Une fois, ils sont entrés [...] ils allaient tuer mon père, alors il a dû partir, tout le monde a dû partir sans rien... » Valentina, 18, Colombie

En Colombie, les personnes interrogées ont également fait remarquer que la violence et les meurtres sont normalisés au sein des communautés : les fusillades sont monnaie courante lorsque de nouveaux gangs s'installent dans les quartiers. Cette violence quotidienne a été leur principale expérience du conflit, qui a prévalu sur la lutte pour les besoins de base et l'a aggravée. Les répondants avaient également l'impression que la police était inutile et n'avait aucun contrôle sur les gangs armés. La liberté de mouvement est limitée : il existe des « barrières et des frontières invisibles » que l'on tente de franchir au péril de sa vie.

Aux Philippines également, les participants ont décrit leur vie au milieu des coups de feu et de la violence. Mariam 21, a souligné le double impact des conflits et des catastrophes naturelles sur sa communauté, expliquant qu'elle était « pleine de conflits, d'inondations et de querelles de clans ». Nombreux sont ceux qui, aux Philippines, connaissent des difficultés financières et ont été déplacés à de multiples reprises :

« Le nombre de fois où nous avons été évacués est incalculable... Certains d'entre nous étions en train de cuisiner et nous devions laisser notre nourriture derrière nous... C'est particulièrement difficile lorsque les personnes évacuées ont déjà des difficultés financières. C'est encore plus difficile pour eux de se réfugier chez les autres... » Mahid, 18, Philippines

Aux Philippines, comme en Éthiopie, les personnes interrogées ont discuté des différents effets de la perturbation de la guerre sur les filles et les garçons, les jeunes femmes et les jeunes hommes.

* Un suivi de protection a été organisé pour cette participante.

** La participante a choisi « Tigray » comme pseudonyme. Il ne faut pas confondre avec la région éthiopienne du Tigré, également mentionnée dans ce rapport ni avec la participante nommée Etigray (fille, 16 ans)

° Argot colombien pour « paramilitaires ».

Ici, contrairement à l'Éthiopie, où la violence sexuelle a été soulignée comme la principale source de souffrance, les personnes interrogées se sont davantage concentrées sur le rôle domestique des femmes, la lutte quotidienne pour la survie, l'augmentation de leurs responsabilités et de leur anxiété.

« **Les femmes sont plus touchées. Les hommes aussi, mais les femmes encore plus, parce qu'elles ont la responsabilité de s'occuper des enfants en bas âge et qu'elles n'ont personne pour les aider à s'occuper des enfants et à les porter lorsqu'ils sont évacués en raison d'un conflit. Peut-être parce qu'ils réfléchissent à la manière de répondre à leurs besoins quotidiens. Je sais qu'ils luttent, mais les femmes luttent encore plus.** » Fatima, 15, Philippines

Les expériences de conflit, de déplacement, de violence et de lutte pour la nourriture, l'eau et les services de base sont souvent conditionnées par le sexe et les rôles sexospécifiques préexistants : la responsabilité de la garde des enfants et du foyer, la plus grande vulnérabilité aux violences

sexuelles pour les filles et les jeunes femmes et, pour les garçons et les jeunes hommes, l'attente qu'ils se battent et la nécessité d'être le protecteur et le soutien de famille. Ces facteurs ne disparaissent pas en temps de guerre et, à bien des égards, ils sont même exacerbés.



Fille avec sa fille aux Philippines
© Plan International / Michael Perfecto

Étude de cas : Pratique prometteuse

Plan International Éthiopie

Lorsque le conflit a éclaté dans son village, Amina* (16 ans) et sa famille ont été contraintes de fuir, laissant tout derrière elles.

Le conflit dans le nord de l'Éthiopie a laissé des cicatrices sur des filles comme Amina. Déplacée de la région d'Amhara, point névralgique du conflit, et très angoissée par l'anxiété et la peur constantes, Amina a lutté pour s'en sortir : le manque de nourriture, l'absence d'accès à l'éducation ou à toute autre activité quotidienne normale que les enfants apprécient, n'ont fait qu'empirer les choses. Les enfants de cette région ont été témoins de violences et ont vécu des choses qu'aucun enfant ne devrait jamais vivre. Plusieurs filles comme Amina ont été séparées de leur famille et de leurs amis et gardent des souvenirs douloureux.

Le programme

En réponse à Amina, aux nombreux enfants comme elle et aux besoins humanitaires soudains et importants des personnes touchées par le conflit et des personnes déplacées, Plan International Éthiopie a lancé une réponse humanitaire à multiples facettes. La priorité est restée de répondre aux besoins de protection et de survie. Le programme a également pris en compte les besoins à moyen et long terme des personnes déplacées et de leurs communautés d'accueil.

Le fait d'écouter directement les filles et les femmes a permis de donner la priorité aux enfants victimes de violences, y compris de violences sexuelles et basées sur le genre, et de fournir des services complets adaptés au genre et à l'âge qui répondent à leurs besoins, renforcent leur dignité et leur redonnent de l'espoir.



Fille vivant avec sa mère et sa sœur dans un camp de déplacés en Éthiopie © Plan International

Un élément clé des services de Plan International a consisté à fournir une gestion de cas et des services psychosociaux aux enfants survivants de la violence, ainsi que d'autres formes de soutien. Grâce à des séances de soins et de soutien individuelles et collectives, nos assistants sociaux et psychosociaux qualifiés ont aidé Amina à faire face à la situation, à retrouver son estime de soi et à trouver la voie de la guérison. Les espaces sécurisés créés pour que les communautés touchées, y compris les enfants survivants, puissent se réunir, partager leurs histoires et se soutenir mutuellement dans une communauté de guérison et de résilience ont joué un rôle déterminant.

L'un des principaux enseignements est que l'impact réel des services destinés aux enfants survivants de la violence ne se limite pas à la guérison individuelle. Reconnaisant l'importance d'un changement systémique, Plan International Éthiopie a également contribué à des initiatives de plaidoyer, de politique et de diplomatie humanitaire qui ont rassemblé des membres du parlement. Nous avons travaillé avec le gouvernement et d'autres acteurs humanitaires pour accroître la sensibilisation et plaider en faveur de l'amélioration des services pour les enfants victimes de violence. Le lancement et la

poursuite du projet se sont heurtés à de nombreux obstacles : financement limité, déplacements constants des survivants, stigmatisation des problèmes de santé mentale et absence d'outils et de mécanismes préexistants pour promouvoir la responsabilisation.

Plan International Éthiopie est resté et a fourni des services vitaux dans les zones touchées par le conflit afin d'honorer notre contrat social avec les communautés où nous sommes présents depuis longtemps : s'assurer que personne, en particulier les filles à risque, n'est laissé pour compte.

Notre travail avec les enfants victimes de violences est un exemple d'approche intégrée indispensable pour les communautés qui ont tout perdu dans un conflit. Il souligne en outre l'importance d'une approche cohérente combinant la santé mentale et le soutien psychosocial, la santé et les droits sexuels et reproductifs, la gestion des cas de protection de l'enfance, l'éducation et les services visant à répondre aux besoins humanitaires fondamentaux tels que la nourriture et les moyens de subsistance. La prestation de services directs a un meilleur impact lorsqu'elle est combinée à des efforts en matière de politique, de plaidoyer et de diplomatie humanitaire. C'est cette approche intégrée qui apporte une valeur ajoutée unique au contexte et aide les survivants comme Amina à reconstruire leur vie dans la dignité et l'espoir.

Nos programmes sont conçus non seulement pour répondre aux besoins immédiats d'enfants comme Amina, mais aussi pour leur donner les outils et le soutien nécessaires à leur rétablissement et à la construction de l'avenir qu'ils méritent. En restant et en agissant, nous affirmons notre engagement inébranlable envers les plus vulnérables, en veillant à ce qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte, même dans les circonstances les plus difficiles.

« La violence a augmenté parce que les partis ont le sentiment qu'ils ont le pouvoir sur tout le monde et qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent... »

Sentiment d'insécurité : l'expérience de la violence au quotidien

C'est dans la peur et l'expérience de la violence que les différences entre les sexes apparaissent le plus clairement : elles sont visibles dans les descriptions vivantes de leur situation par les jeunes femmes et les jeunes hommes, les filles et les garçons. Dans l'ensemble, ce sont les jeunes hommes qui font la guerre.⁵⁰ Ils sont attirés ou forcés à rejoindre les forces et groupes armés et, comme le soulignent les personnes interrogées, un plus grand nombre d'entre eux meurent en conséquence directe du conflit.

« Pendant la guerre, les femmes ont subi des attaques et des harcèlements bien pires. Elles ont également été forcées de prendre de mauvaises décisions dans leur vie, comme le mariage [enfant]... Nous, les femmes, avons vécu des incidents comme le viol et le harcèlement, mais la majorité des jeunes garçons sont morts à cause de la guerre. » Sheraro, 17, Éthiopie

Les filles et les jeunes femmes, bien qu'elles ne soient pas les seules concernées, doivent faire face aux difficultés de la vie quotidienne et au traumatisme de la violence sexuelle.

Les formes extrêmes d'agression sexuelle signalées, notamment, mais pas exclusivement, dans le nord de l'Éthiopie, indiquent que la violence sexuelle est systématiquement utilisée comme arme de guerre, avec des conséquences dévastatrices pour les filles et les jeunes femmes, qui en gardent des séquelles toute leur vie. Ce qui ressort le plus clairement en Éthiopie, ce sont les descriptions graphiques et horribles de la violence sexuelle à l'encontre des femmes, de nombreuses personnes interrogées décrivant leurs propres expériences et d'autres n'étant que trop conscientes des risques encourus par les filles et les jeunes femmes :

« Lorsque la guerre a éclaté, on a essayé d'éloigner les femmes de cette région... Les femmes restées sur place ont été violées » Aculle, 18, Éthiopie

Trois participantes éthiopiennes ont été directement victimes de violences sexuelles, notamment de viols ou de viols collectifs perpétrés par des groupes armés. Deux d'entre elles ont été retenues en captivité pendant des semaines.

« Dans cette maison, ils m'ont violée en groupe pendant cinq jours. » Axum, 20, Éthiopie

27%
des filles et des jeunes femmes, contre
17%
des garçons et des jeunes hommes, se sentent menacées par la violence sexuelle

La violence sexuelle a été évoquée comme étant répandue, commune et ciblée sur toutes les femmes et les filles :

« Il y a beaucoup de filles qui ont été attaquées comme moi pendant la guerre, et même des mères qui ont été violées devant leurs enfants et leur mari. » Shire, 21, Éthiopie

Les filles et les jeunes femmes ont également souligné les conséquences dévastatrices du viol, notamment les grossesses non désirées, la stigmatisation sociale et l'exclusion. Une femme a été violée en public et est tombée enceinte ; son mari et sa famille l'ont rejetée, elle n'a personne pour l'aider, n'a reçu aucun traitement médical et s'est retrouvée isolée et repliée sur elle-même. Cette situation n'est pas unique. D'autres personnes, dont Shire, qui a parlé de son expérience personnelle, ont décrit les survivantes de violences sexuelles comme étant victimes de discrimination et en difficulté, avec peu de chances de retrouver une vie normale, quelle qu'elle soit :

« Après la guerre, lorsque ces gens essaient de se moquer de vous pour ce que vous avez traversé, cela pose un autre défi qui conduit à la dépression. Par exemple, j'aime la maison où je suis née et où j'ai grandi, mais je ne veux plus y retourner ni y vivre. C'est parce que je ne veux pas vivre avec le genre de société qui se moque de votre douleur. » Shire, 21, Éthiopie

À la lecture de ces descriptions horribles de la violence dont ont été témoins ou victimes les personnes ayant participé aux entretiens approfondis, il est peut-être surprenant que, dans l'ensemble, seuls 38 % des répondants à l'enquête déclarent ne pas se sentir en sécurité ou pas du tout en sécurité.

Les enfants et les jeunes de tous les pays ont déclaré qu'ils se sentaient le plus en danger face à des situations de violence :

46%
fusillades

34%
pillages

34%
perturbation de l'emploi

31.5%
faim

30%
frappes aériennes

Dans toutes les catégories citées ci-dessus, dans lesquelles le risque perçu est le plus élevé, les filles et les jeunes femmes se sentent nettement plus en danger que les garçons et les jeunes hommes.

Elles se sentent également plus exposées aux violences physiques et sexuelles, au mariage forcé et à l'impossibilité de se rendre à l'école ou dans les dispensaires. L'écart entre les perceptions féminines et masculines du risque de violence sexuelle - 27 % pour les filles et les jeunes femmes, contre 17 % pour les garçons et les jeunes hommes - et du risque de mariage forcé - 14 % contre 9 % - est particulièrement important.



Fille attaquée par un homme alors qu'elle se rendait chez elle dans un camp de déplacés en Éthiopie
© Plan International

Tableau 2: Perception par les participants de ce qu'ils risquent le plus en raison du conflit, par genre

Qu'est-ce qui vous semble le plus menaçant à cause du conflit dans la région ou le pays où vous vivez actuellement ?						
	Filles et jeunes femmes		Garçons et jeunes hommes		TOTAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Fusillades	2339	47.80%	2170	44.40%	4509	46.10%
Pillages	1749	35.70%	1579	32.30%	3328	34.00%
Perturbation de l'emploi	1727	35.30%	1587	32.50%	3314	33.90%
Faim	1642	33.50%	1438	29.40%	3080	31.50%
Frappes aériennes/bombes	1509	30.80%	1451	29.70%	2960	30.20%
Ne pas pouvoir aller à l'école	1350	27.60%	1161	23.70%	2511	25.70%
Violence sexuelle	1336	27.30%	852	17.40%	2188	22.40%
Prise en otage	1299	26.50%	1185	24.20%	2484	25.40%
Violence physique	1257	25.70%	1041	21.30%	2298	23.50%
Ne pas pouvoir aller à l'hôpital/ dans des cliniques	1189	24.30%	1044	21.40%	2233	22.80%
Mines antipersonnel	904	18.50%	768	15.70%	1672	17.10%
Etre contraint de combattre ou rejoindre l'armée	898	18.30%	953	19.50%	1851	18.90%
Mariage forcé	703	14.40%	426	8.70%	1129	11.50%
Aucune des réponses ci-dessus	609	12.40%	625	12.80%	1234	12.60%
TOTAL	4897	100.00%	4889	100.00%	9786	100.00%

Impacts significatifs selon le genre

Les filles et les jeunes femmes ont déclaré se sentir nettement moins en sécurité que les garçons et les jeunes hommes.

Ces différences entre les genres sont soulignées dans les entretiens approfondis. Au Cameroun, les participants ont observé de nettes différences entre les sexes en ce qui concerne les risques pour la sécurité. La plupart des participantes au Cameroun ont déclaré penser que les femmes et les filles étaient en danger parce qu'elles étaient « plus faibles » : si elles devaient courir ou se battre, elles pourraient être « violées ». Les garçons et

les hommes, comme l'a fait remarquer une jeune fille, sont considérés comme plus exposés au harcèlement, aux arrestations arbitraires et à la mort par l'armée ou les groupes armés.

« Les garçons ont également peur parce que les militaires peuvent les confondre avec les Amba Boys.* »

Tabe, 14, Cameroun

* Combattants armés séparatistes des régions anglophones du Cameroun

Les répondants à l'enquête ont également été interrogés sur l'augmentation de la violence due au conflit et sur l'identité des auteurs : la majorité d'entre eux ont signalé une augmentation des enlèvements, des agressions ou violences sexuelles et du travail des enfants, les groupes armés et les étrangers étant désignés comme les principaux responsables. Dans tous les entretiens approfondis, à l'exception des Philippines où la question a été posée à très peu de participants, la violence est considérée comme répandue et en augmentation.

« Elle a augmenté parce que les deux parties pensent qu'elles ont le pouvoir sur tout le monde et qu'elles peuvent faire ce qu'elles veulent sans que personne ne remette leurs actes en question. » Ikome, 16, Cameroun

« Les hommes sont tendus à cause de la pauvreté et battent les femmes par frustration. »

Bessong, 24, Cameroun

En Colombie, bien que certains participants aient estimé que la violence n'était pas aussi grave que les années précédentes, les différences entre les sexes en matière de sécurité subsistaient, les filles et les femmes étant considérées comme plus à risque que les garçons ou les hommes. Beaucoup ont mentionné le harcèlement ou la violence sexuelle et ont entendu parler de cas de viol. Martha a révélé qu'elle avait échappé de peu à un viol et qu'une de ses sœurs avait été violée à plusieurs reprises :

« Ils lui donnaient des boissons frelatées, ils l'emmenaient et elle arrivait à la maison sans s'en rendre compte, parce qu'elle était droguée et que c'était par la force. »

Martha, 22, Colombie

Les vols, les extorsions et le fait d'être pris entre les feux des différents groupes armés ont affecté

de nombreuses personnes interrogées : les jeunes en général, quel que soit leur sexe, sont considérés comme étant plus exposés à la violence :

« Parce que chaque jour, on voit qu'ils ont tué un jeune, de 22 ans, de 17 ans. »

Martha, 22, Colombie

Certains participants ont estimé que la violence à l'encontre des enfants et des jeunes avait été exacerbée par le conflit et par COVID-19. Yirlesa, 18 ans, a noté que les enfants sont exposés à la violence physique, verbale et psychologique et que cette violence a augmentée, « maintenant, tout le monde a une arme ». Elle ajoute que depuis le début du conflit, il est plus courant de voir de jeunes enfants de 13 ou 14 ans armés pour voler des gens. En Éthiopie également, les jeunes ont été tués ou blessés en plus grand nombre :

« De nombreuses personnes ont été tuées par des tirs d'artillerie lourde pendant la guerre, d'autres ont été tuées par des bombes larguées par des drones et des avions. Beaucoup de jeunes ont été tués pendant la guerre, y compris beaucoup de mes amis. Beaucoup de jeunes se sont engagés dans la guerre parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix. En conséquence, la plupart d'entre eux ont perdu la vie. »

Arbeti, 15, Éthiopie

« Pendant la guerre, des pièces d'artillerie lourde ont été tirées sur la ville et ont fait de nombreuses victimes. Nous avons compté les corps d'une soixantaine de personnes, pour la plupart des jeunes, et nous les avons enterrés. Nous avons enterré 10 corps dans un seul trou à la fois parce qu'il est difficile pour nous de creuser et de préparer des lieux de sépulture individuels. » Barri, 24, Éthiopie

« Je crois que personne n'aime la guerre à moins d'être à court d'options... »

La peur des groupes armés

Une grande partie de la violence décrite est attribuée aux forces armées et aux groupes armés. Dans le cas de la Colombie, les groupes armés contrôlent les quartiers en recourant à la violence des gangs et en gagnant de l'argent grâce à l'extorsion et au trafic de drogue.

Dans l'ensemble, dans tous les contextes de conflit étudiés, les participants étaient conscients du recrutement actif d'enfants et de l'enrôlement de jeunes dans les forces armées ou les groupes armés :

Dans l'ensemble, **18 % des participants à l'enquête ont été appelés à rejoindre ou à soutenir un groupe armé** : 17 % des jeunes de 15 à 17 ans ont été appelés à rejoindre ou à soutenir un groupe armé.

Les garçons et les jeunes hommes sont plus susceptibles d'être appelés à rejoindre un groupe armé que les filles et les jeunes femmes.

Une minorité substantielle de filles et de jeunes femmes, 14 %, contre 22 % pour les garçons et les jeunes hommes, ont été appelées à rejoindre un groupe armé.

31 % des participants ont déclaré avoir rejoint un groupe armé de leur plein gré. 33 % des jeunes participants, âgés de 15 à 19 ans, décrivent leur engagement comme étant volontaire

25 % des jeunes de 15 à 19 ans ont déclaré qu'ils avaient rejoint des groupes armés parce qu'ils avaient été menacés ou contraints.

Les personnes interrogées au Soudan sont les plus susceptibles d'avoir été approchées par un groupe armé, suivies de près par le Mozambique et l'Éthiopie.

« Les garçons rejoignent les groupes armés plus souvent que les filles parce qu'ils pensent qu'ils seront respectés et qu'ils auront plus de pouvoir. »

Dalma, 13, Cameroun

On peut se demander dans quelle mesure l'enrôlement des jeunes dans les forces ou groupes armés peut être volontaire en période de conflit violent : la communauté de la protection de l'enfance dans l'action humanitaire et le droit international considèrent que le recrutement des enfants n'est jamais volontaire, mais qu'il est toujours contraint par le contexte ou par l'expérience de l'enfant. Les résultats de la recherche le confirment : d'après les entretiens approfondis menés au Cameroun, en Colombie, en Éthiopie et aux Philippines, les raisons de rejoindre un groupe armé sont nombreuses et variées, toutes causées par le conflit dans lequel ils sont impliqués, y compris le manque d'opportunités d'emploi, le besoin de protection et le désir de vengeance. Certains participants ont évoqué les rôles respectifs des hommes et des femmes au sein des groupes armés : dans l'ensemble, les garçons/jeunes hommes sont des combattants et les filles/jeunes femmes sont des espionnes, des infirmières et des cuisinières. Les recherches plus larges ne confirment pas toujours ces propos et les filles et les jeunes femmes opèrent également en tant que combattants armés.⁵¹

Les personnes interrogées en Colombie décrivent certains membres de groupes armés comme des manipulateurs, qui ciblent les enfants ou les jeunes qu'ils considèrent comme « faibles », comme les enfants pauvres ou ceux qui ont des problèmes au sein de leur foyer. Ils ciblent également les enfants ou les jeunes qui ont cessé d'aller à l'école et qui traînent dans les bars ou les salles de billard : ils choisissent ceux qui n'étudient pas et leur proposent de l'argent ou de la drogue. Ana, 24 ans, explique que les filles des villages ruraux se retrouvent souvent avec des membres de groupes armés parce qu'elles n'ont pas les moyens d'étudier et que les

groupes en profitent. Un autre participant colombien a expliqué comment ils attirent les enfants :

« 'Petit, il n'y a pas d'opportunités ici, tu dois t'en tenir à ce qui se présente à toi' et s'ils te disent, 'Ici, tu vas gagner une somme d'argent considérable qui te permettra d'aider ta famille', alors ils ont un moyen, il y a un chemin facile, alors cela éblouit la jeune personne : " Oh ! Alors, je veux m'inscrire ". Sans connaître au préalable les risques qu'ils encourent. »

» Calle, 21, Colombie

Les enfants et les jeunes font des petits boulots, vendent et distribuent de la drogue et servent d'espions.

« C'est son travail, il doit enregistrer et envoyer des preuves de ce qui se passe, de qui entre et qui sort. S'il voit quelqu'un d'étrange, il doit le signaler. S'ils vont faire une perquisition, il doit le leur dire. »

» Johana, 17, Colombie

En Éthiopie, les participants ont estimé que la plupart des jeunes, principalement des garçons et des jeunes hommes, qui ont rejoint les forces armées et les groupes armés y ont été contraints par leur expérience de la guerre :

« La participation des jeunes à la guerre a été énorme, et ce parce que les jeunes ont été témoins de différentes atrocités commises sur les membres de leur famille. Certains ont été témoins du viol de leur sœur ou de leur mère, d'autres du meurtre de leur frère et d'autres facteurs. Je peux dire que les jeunes n'ont pas choisi d'aller à la guerre, mais qu'ils ont été forcés par les incidents mentionnés ci-dessus qui les ont poussés à rejoindre la guerre. »

Korem, 18, Éthiopie

Aux Philippines, presque tous les participants ont déclaré que seuls les hommes rejoignaient les groupes armés et que la plupart d'entre eux le faisaient pour des raisons religieuses.

« Les hommes sont plus forts. Leur rôle est de se défendre des ennemis dans l'Islam qui pourraient causer du tort, d'assurer la sécurité s'il y a des menaces... Ici, dans notre région, il n'y a pas de femmes [qui rejoignent des groupes armés] parce qu'elles ont peur de cela. »

» Mahid, 18, Philippines

D'autres raisons ont été invoquées : gagner un salaire, se faire des amis ou avoir l'occasion de manier des armes à feu.

« La seule chose que nous rappellent nos parents est de ne pas s'impliquer dans de telles activités parce que ce n'est pas la solution. On risque de devenir la cible de l'ennemi et d'aggraver la situation. Mon grand-père a également dit que nous devons nous concentrer sur les études, car c'est l'arme la plus efficace pour nous aider. »

Jeune homme participant à un programme offrant des alternatives économiques à l'adhésion à des groupes armés aux Philippines © Plan International / Michael Perfecto

Le droit international interdit aux forces armées et aux groupes armés de recruter et d'utiliser des enfants de moins de 18 ans, ce qui constitue l'une des six violations graves des droits de l'enfant dans les conflits.

Étude de cas : Pratique prometteuse



Plan International Mozambique

Plan International dirige un groupe de travail humanitaire mondial qui soutient des programmes visant à prévenir le recrutement, à faciliter la libération et à répondre aux besoins des enfants associés aux forces armées et aux groupes armés (CAAFAG, children associated with armed forces and armes groups). En collaboration avec le gouvernement du Mozambique et l'UNICEF, Plan International a élaboré un programme complet pour prévenir et répondre au recrutement d'enfants et aux violences sexuelles liées au conflit contre les enfants et les adolescents dans le nord du Mozambique.

Depuis 2017, le conflit en cours dans la province de Cabo Delgado, au nord du Mozambique, a eu un impact dévastateur sur les enfants et tous les civils. En mai 2024, 582 762 personnes ont été déplacées : avec près de⁵² 100 000 personnes, dont 60 000 enfants, déplacées récemment en seulement un mois.⁵³ Des milliers d'enfants ont été séparés de leur famille et sont exposés à la violence et à l'exploitation, notamment au recrutement et à l'utilisation par des groupes armés, l'une des six violations graves des droits de l'enfant dans les conflits, selon les Nations unies.⁵⁴ Bien que l'on manque de chiffres précis, des preuves anecdotiques au Mozambique montrent que les groupes armés s'en prennent surtout aux jeunes garçons adolescents, tandis que les filles sont davantage exposées aux violences sexuelles, une autre violation grave des droits de l'enfant. Si certains adolescents sont kidnappés par des groupes armés, d'autres sont poussés à les rejoindre par la promesse d'une vie meilleure.

Le programme

Le programme met en œuvre les stratégies suivantes pour prévenir le recrutement d'enfants et y répondre :

1. Veiller à ce que les enfants recrutés par des groupes armés soient identifiés et aidés à retourner dans leur famille. Le programme aide les communautés à surveiller, identifier et signaler les enfants à risque, y compris les enfants associés aux forces armées et aux groupes armés (CAAFAG). Au total, 3 000 enfants ont bénéficié de services de gestion de cas, d'un soutien individuel de type travail social, pour les aider à retourner dans leur famille et à se réintégrer dans leur communauté. Les adolescents réintégrés et leurs familles bénéficient d'un soutien financier et social et ont accès à des services psychosociaux et médicaux ainsi qu'à des possibilités d'acquisition de compétences.
2. Prévenir le recrutement des enfants en sensibilisant les familles et les communautés aux risques. Le programme fournit des informations à 10 000 enfants, adolescents et à leurs familles afin de les sensibiliser aux stratégies utilisées par les groupes armés pour recruter des enfants, aux conséquences du recrutement et à ce qu'ils peuvent faire pour l'éviter. En impliquant les enfants et les adolescents dans des activités communautaires conçues pour eux, le programme offre des alternatives à l'adhésion aux groupes armés.

Le programme de Plan International utilise une approche à plusieurs niveaux pour apporter une réponse globale à 13 000 enfants touchés par les conflits armés, en particulier des adolescents et des adolescentes.



Enfants à l'école à Cabo Delgado, Mozambique © Plan International

Malgré les défis posés par l'insécurité, les déplacements continus et la visibilité limitée des enfants actuellement associés aux groupes armés, ce programme offre une approche globale et prometteuse de la prévention et de la réponse au recrutement d'enfants au Mozambique.

« Beaucoup d'étudiants abandonnent leurs études... »

Éducation: conséquences de la guerre

L'éducation est toujours menacée lorsque la violence s'intensifie et, malgré la reconnaissance générale de l'importance centrale de l'éducation dans leur vie, de nombreux répondants à l'enquête déclarent ne pas avoir suivi leurs études.

52 % des filles et des jeunes femmes et 53 % des garçons et des jeunes hommes ont déclaré avoir arrêté leur éducation en raison du conflit

La durée moyenne de l'absence d'éducation était d'un à deux ans, les garçons et les jeunes hommes étant plus nombreux que les filles et les jeunes femmes à déclarer avoir été absents de l'école pendant des périodes plus longues.

27 % des filles et des jeunes femmes, contre **22,5 % des garçons** et des jeunes hommes, ont déclaré **ne pas se sentir en sécurité sur le chemin de l'école**.

25 % des filles, contre **23 % des garçons**, ont déclaré **avoir arrêté leur scolarité parce que leur école avait été endommagée ou détruite**.

30 % des jeunes ont déclaré qu'ils ne pouvaient plus aller à l'école parce qu'ils **avaient été contraints de fuir**.

L'enquête a révélé de manière inattendue que l'éducation des garçons et des jeunes hommes semble plus touchée que celle des filles et des jeunes femmes : de nombreuses études antérieures avaient montré qu'en période de stress, les familles donnaient la priorité à l'éducation des garçons plutôt qu'à celle des filles.⁵⁵ L'éducation des garçons dans les situations d'urgence peut avoir été négligée de ce fait et il convient de s'en préoccuper.⁵⁶

Tableau 3: Raisons pour lesquelles les participants ont manqué l'école en raison du conflit, par genre.

Pourquoi avez-vous dû manquer une partie de vos études à cause du conflit ?						
	Filles et jeunes femmes		Garçons et jeunes hommes		TOTAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Votre école a été fermée pendant le conflit	1452	58.20%	1386	55.00%	2838	56.60%
Vous avez dû fuir votre domicile et ne pouviez plus accéder à l'école	749	30.00%	748	29.70%	1497	29.90%
Vous ne vous sentiez pas en sécurité pour vous rendre à l'école ou en revenir	666	26.70%	566	22.50%	1232	24.60%
Votre école a été détruite/ endommagée lors du conflit	629	25.20%	584	23.20%	1213	24.20%
Vous deviez trouver un emploi/ un revenu à la place	490	19.70%	564	22.40%	1054	21.00%
Vous deviez soutenir d'autres membres de la famille à la maison	445	17.80%	462	18.30%	907	18.10%
Votre école a été utilisée comme abri	414	16.60%	402	16.00%	816	16.30%
Il n'y avait plus d'enseignant	390	15.60%	339	13.50%	729	14.50%
Vous avez dû rester à la maison pour effectuer des tâches ménagères ou vous occuper de membres de votre famille	303	12.20%	255	10.10%	558	11.10%
Votre école était occupée par des groupes armés	252	10.10%	247	9.80%	499	10.00%
Vous ne saviez pas comment vous inscrire dans une nouvelle école	149	6.00%	121	4.80%	270	5.40%
Vous étiez malade ou blessé et ne pouviez pas aller à l'école	147	5.90%	116	4.60%	263	5.20%
Vous avez été confronté à la barrière de la langue	129	5.20%	95	3.80%	224	4.50%
Vous n'avez pas pu retourner à l'école à cause d'un mariage forcé	84	3.40%	54	2.10%	138	2.80%
Aucune des réponses ci-dessus	83	3.30%	103	4.10%	186	3.70%
TOTAL	2493	100.00%	2520	100.00%	5013	100.00%

Impacts significatifs selon le genre

Les filles sont plus susceptibles de manquer l'école dans presque tous les cas, et la majorité des garçons déclarent qu'ils manquent l'école pour trouver un emploi ou pour subvenir aux besoins de leur famille.

Les raisons pour lesquelles les enfants ne vont pas à l'école vont de la fermeture, de l'endommagement ou de la destruction des écoles à la nécessité de subvenir aux besoins financiers et pratiques des familles, les garçons étant plus nombreux à déclarer qu'ils doivent trouver un revenu au lieu d'aller à l'école, en passant par les mariages d'enfants ou le fait que le trajet pour se rendre à l'école est trop dangereux. Les entretiens approfondis confirment largement ce point de vue, les préoccupations en matière de sécurité et les grossesses précoces étant considérées comme affectant la fréquentation scolaire des filles et le recrutement par des groupes armés affectant les garçons.

Aux Philippines, de nombreuses personnes ont cité la pression accrue exercée sur les garçons et les jeunes hommes pour qu'ils abandonnent leurs études afin de contribuer aux revenus de la famille.

« Parce que lorsqu'ils cessent d'aller à l'école, ils ont tendance à contribuer davantage au revenu de leur famille en vendant des marchandises ou en travaillant. C'est pourquoi ils ne retournent souvent pas à l'école. »

Rania, 21, Philippines

« Je pense que le nombre est à peu près égal parce que les filles tombent enceintes et que les garçons sont occupés à rejoindre les groupes armés. »

Yong, 23, Cameroun

« Si vous tombez enceinte à un âge précoce, non pas parce que vous êtes enceinte, mais parce que vous avez honte que d'autres camarades de classe vous voient, vous quittez l'école. [sic] »

Yirlesa, 18, Colombie

En Éthiopie, plus de la moitié des personnes interrogées avaient abandonné l'école, mais beaucoup d'entre elles ont exprimé le souhait de poursuivre leurs études. Aba-Ala a reçu une balle dans le dos et, en raison des douleurs qu'elle ressent en restant assise pendant de longues périodes, elle a dû quitter l'école :

« J'aimerais qu'il y ait une solution à mes problèmes. J'ai toujours envie d'apprendre. Je me sens très mal quand je pense à l'ensemble des situations et à mon état de santé qui m'ont obligée à arrêter d'apprendre. »

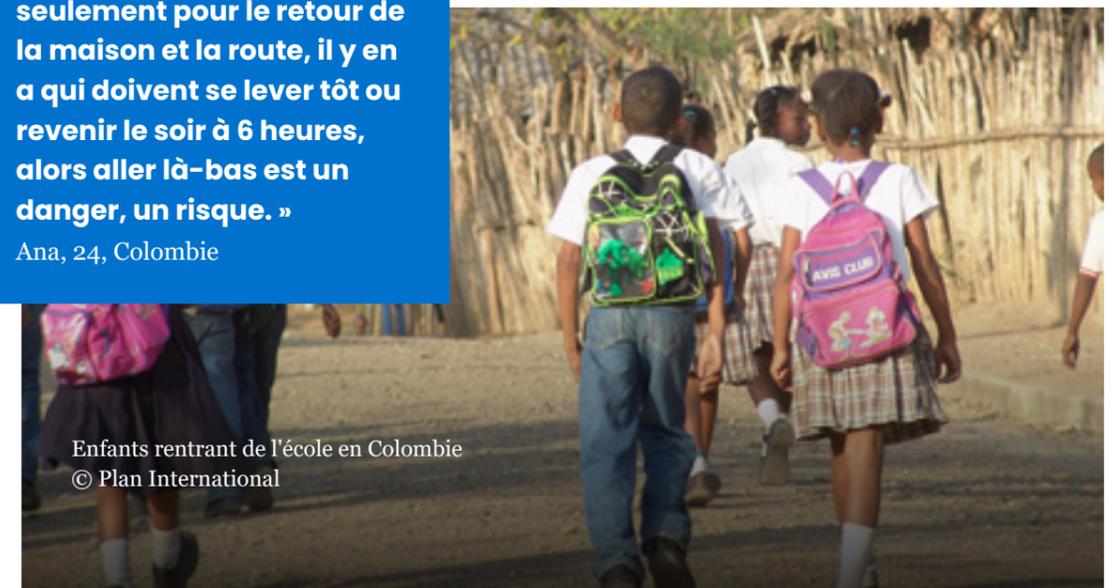
Aba-Ala, 18, Éthiopie

De nombreux participants ont également parlé des contraintes financières qui aggravent les problèmes de sécurité :

« Disons que s'ils n'ont pas assez d'argent pour la moto ou s'ils en ont, mais seulement pour le retour de la maison et la route, il y en a qui doivent se lever tôt ou revenir le soir à 6 heures, alors aller là-bas est un danger, un risque. »

Ana, 24, Colombie

Plusieurs participants en Éthiopie ont évoqué les obstacles à l'éducation liés au sexe : certains pensent que les parents sont plus enclins à garder les filles à la maison pour les aider dans les tâches ménagères et d'autres citent le rôle du mariage des enfants et des grossesses précoces.



Enfants rentrant de l'école en Colombie © Plan International

52% des personnes interrogées ont déclaré ne pas avoir bénéficié d'une éducation en raison du conflit.



Jeune fille apprenant dans sa classe d'enseignement accéléré au Nigéria
© Plan International

« Après la guerre, toutes les filles se sont mariées et ont maintenant des enfants. Elles ont aussi arrêté d'apprendre. »
Aba-Ala, 18, Éthiopie

Etigray* a abandonné l'éducation lors de sa sixième année pour soutenir sa mère et aider ses sœurs à rester à l'école :

« Pour les aider à acheter du matériel scolaire et d'autres choses nécessaires, je lave les vêtements des gens en faisant du porte-à-porte. Même si je suis censée aller à l'école à cet âge, je n'ai pas d'autre choix que de travailler et de subvenir aux besoins de ma famille... Je me sens malheureuse parce que je veux suivre mon éducation et devenir une personne productive à l'avenir »
Etigray, 16, Éthiopie

Partout, les filles et les jeunes souhaitent une meilleure sécurité dans et autour des écoles, une aide financière et un soutien psychosocial : nombre d'entre elles estiment que la détresse qu'elles continuent d'éprouver rend beaucoup plus difficile la reprise de l'apprentissage.

« Je pense qu'il faut les encourager à bénéficier d'un soutien émotionnel. On pense que ce n'est pas nécessaire, mais il y a vraiment des choses dont il faut parler et qu'il faut évacuer. Encouragez-les à aller voir un psychologue ou à bénéficier d'un soutien. »
Valentina, 22, Colombie

Une grande partie des personnes interrogées dans les quatre pays ont estimé que l'impact de la guerre sur l'éducation était ressenti de manière assez égale par les garçons et les filles, les jeunes femmes et les jeunes hommes. Ils ont tous souffert de la violence omniprésente, de la destruction des écoles, du déplacement de leurs familles et des contraintes financières, mais pas toujours de la même manière ni dans la même mesure..

« Je fais encore mon deuil... »

Santé et bien-être

58% des filles et des jeunes femmes, contre **49 %** des garçons et des jeunes hommes, se disent continuellement inquiètes.

Les entretiens approfondis ont reflété la détresse émotionnelle signalée dans l'enquête, de nombreuses personnes interrogées notant également que l'accès aux services de santé mentale et de santé sexuelle et reproductive était très limité, voire inexistant dans certains endroits, ce qui ne fait qu'ajouter au stress ressenti. En Colombie, la recherche d'un soutien en matière de santé mentale peut être stigmatisée, ce qui décourage les gens :

« Quand les gens y vont, ils ont peur d'en parler, parce qu'ils commencent à pointer du doigt. Alors, s'ils vous disent d'aller voir un psychologue, vous répondez que c'est pour les fous. Au lieu de vous calmer, ils vous font ressentir encore plus de peur. Je veux, je me sens seul, je me sens mal, j'ai besoin de l'aide de quelqu'un, mais je vois que personne ne m'aide... et il y a des gens qui veulent juste parler à quelqu'un et c'est tout. »
Calle, 18, Colombie

Au Cameroun, on reconnaît le traumatisme émotionnel ressenti par les autres :

« Certaines personnes déplacées avec lesquelles je discutais me disent qu'elles ont peur chaque fois qu'elles entendent un bruit fort, qu'elles pensent que c'est une arme à feu et que certaines ont du mal à dormir parce qu'elles voient des cadavres et du sang. »
Makola, 19, Cameroun

Lorsqu'on leur demande comment les participants se sentent, l'enquête révèle une situation de stress et d'agitation prolongée, qui affectera la santé mentale et physique des victimes à long terme,⁵⁷ ce qui souligne encore davantage le besoin urgent de soutien psychosocial, comme l'ont souligné tant de personnes interrogées :

55% des participants ont déclaré ne pas pouvoir dormir

54% ont déclaré se sentir tendus et incapables de se détendre

54% s'inquiètent constamment

43% se sentent frustrés

42% ont déclaré se sentir désespérés

* La participante Etigray (fille, 16 ans), est différente de la participante Tigray (jeune femme, 18 ans).

Les participants en Éthiopie ont mentionné un manque général d'accès aux soins de santé, tant physique que psychologique, en raison d'une pénurie de médicaments et d'équipements, ou parce que les installations ont été détruites pendant la guerre. Certains participants ont noté que les gens meurent de maladies curables et de l'accouchement :

« En raison de la médiocrité des installations sanitaires, nous avons constaté que de nombreuses personnes meurent de maladies qui peuvent être traitées. Il y a même des femmes qui sont mortes en accouchant, et c'est une situation difficile. » Afambo, 15, Éthiopie

« En outre, comme de nombreuses filles sont excisées en Afar, lorsqu'elles accouchent, elles vivent des moments douloureux ou meurent parfois. Ainsi, après le mariage des enfants, l'accouchement est aussi le plus grand défi pour les filles. » Addodas, 19, Éthiopie

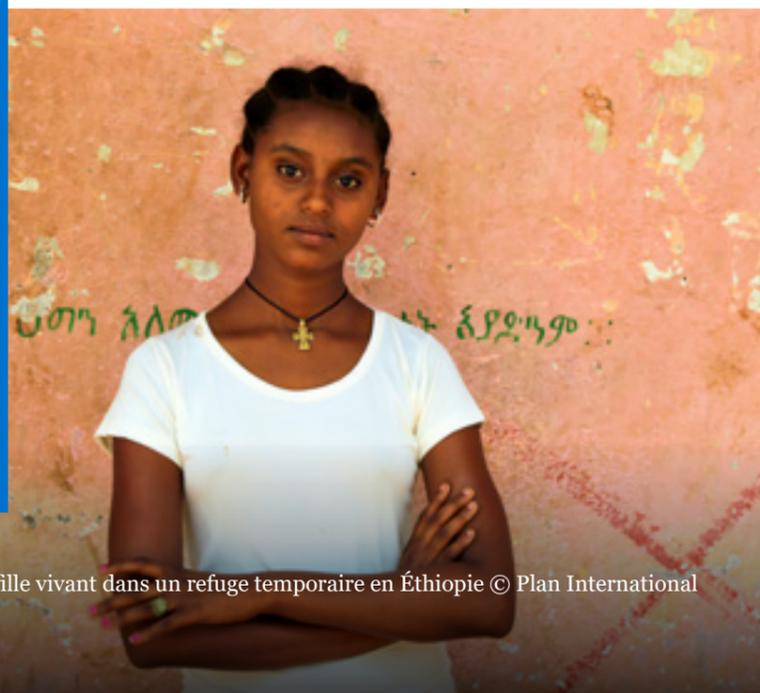
De nombreuses personnes interrogées ont estimé que les jeunes avaient tellement souffert pendant la guerre que, pour beaucoup, la vie était presque insupportable :

« De nombreux jeunes étaient en dépression et certains souffraient même de troubles mentaux parce qu'ils avaient perdu leurs parents, leurs frères et sœurs, leurs amis ou des membres de leur famille. J'en connais d'autres qui n'ont pas pu supporter les conséquences de la guerre et qui ont abandonné l'école. » Abdibora, 16, Éthiopie

Les soins de santé sont considérés comme particulièrement importants pour les femmes et les filles dans le contexte de la violence sexuelle : elles ont souligné le manque de soutien psychologique pour les nombreuses personnes qui ont été violées pendant la guerre, ainsi que les soins médicaux physiques de suivi, y compris pour les grossesses, et le manque de médicaments ou d'équipements disponibles. Shire a expliqué qu'elle n'avait pu bénéficier d'aucun soutien médical pour l'aider à faire face à son expérience de la violence sexuelle alors qu'elle était captive d'un groupe armé :

« On ne trouve pas de service de santé ici parce qu'ils n'ont pas la capacité nécessaire. Par exemple, je me suis souvent rendue dans des centres de santé pour obtenir un traitement mental et psychologique, mais je n'ai jamais eu l'occasion d'obtenir une aide ou un traitement quelconque dans ces centres de santé. De plus, ils n'ont pas de médicaments ni d'équipement médical. » Shire, 21, Éthiopie

Les participants dans les Philippines ont convenu qu'il n'y avait pas de services de soutien disponibles pour ceux qui subissent un traumatisme émotionnel, et qu'il fallait faire face à ses problèmes seul.



Jeune fille vivant dans un refuge temporaire en Éthiopie © Plan International

« Les personnes [ne reçoivent pas d'aide lorsqu'elles en ont besoin]. Elles doivent affronter le problème seules. » Marlam, 21, Philippines

En Colombie, les personnes interrogées étaient également préoccupées par l'accès aux services de santé en général, bien qu'un tiers des participants aient mentionné que des services de santé et de droits sexuels et reproductifs étaient disponibles, principalement des services de planning familial dans les hôpitaux où l'on peut obtenir un stérilet ou des préservatifs. D'autres ont estimé que les services étaient inadéquats, bien que certains aient fait état de discussions à l'école sur la contraception, la santé sexuelle et les relations.

« Oui, cela se passe à l'école. Principalement à l'école. À l'hôpital, il y a des campagnes et ils vont à l'école pour parler d'éducation sexuelle. Et à mon époque, ils nous donnaient des préservatifs et nous apprenaient à les mettre. » Frijolito, 24, Colombie

La majorité des participants pensent que le nombre de filles enceintes a augmenté dans la région, mais que cela n'est pas lié au conflit.

Cependant, les principales raisons citées pour expliquer l'augmentation des grossesses étaient le manque d'opportunités éducatives ou économiques, deux facteurs qui, comme le montrent clairement les résultats de l'enquête, sont liés au conflit.

« Non, je dirais surtout à cause du manque d'éducation, du manque de formation, mais le conflit entre aussi en ligne de compte parce que plus le conflit est important, plus je pense que l'État en tant que tel ne peut pas entrer dans une commune pour fournir une formation aux jeunes. » Calle, 21, Colombie



Une jeune de 18 ans déplacée par le conflit dans le sud du Liban s'entretient au personnel de Plan International © Plan International

Au Cameroun, contrairement à la Colombie, la plupart des participants ont attribué l'augmentation des taux de grossesse au conflit et à l'augmentation de la violence sexuelle, combinée à la déscolarisation des filles et à la pauvreté.

« C'est parce qu'elles ne vont pas à l'école et qu'elles vont et viennent dans la communauté et à la fin, elles se laissent avoir par les militaires ou les groupes armés non étatiques, certaines sont même violées. » Yong, 23, Cameroun

Dans l'ensemble, ce sont les filles et les jeunes femmes qui semblent subir le plus durement les conséquences émotionnelles du conflit, exacerbées par leur vulnérabilité à la violence sexuelle et aux grossesses non désirées. D'autres caractéristiques liées au genre peuvent également entrer en jeu. Les filles et les jeunes femmes ont-elles plus de facilité à admettre leur stress émotionnel, est-il plus acceptable pour elles d'avouer qu'elles se sentent anxieuses, insomniaques et déprimées ?

« Nous sommes nous-mêmes trop affectés par le stress, qui nous donne de l'anxiété, des maux de tête, tout.. » Yirlesa, 18, Colombie

Tableau 4: Expériences des participants en matière de changements émotionnels dus au conflit.

Avez-vous ressenti l'un des changements émotionnels suivants par rapport à votre bien-être en raison du conflit que vous avez vécu au cours de l'année écoulée ?						
	Filles et jeunes femmes		Garçons et jeunes hommes		TOTAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Insomnie	2643	58.40%	2226	51.70%	4869	55.10%
Inquiétude permanente	2610	57.70%	2131	49.30%	4741	53.60%
Sensation de tension - incapacité à se détendre	2601	57.40%	2158	50.10%	4759	53.80%
Frustration	2105	46.50%	1724	39.90%	3829	43.30%
Sentiment de désespoir	2010	44.30%	1659	38.30%	3669	41.40%
Difficulté à se concentrer	1927	42.50%	1596	37.00%	3523	39.80%
Sentiment de tristesse permanent	1859	41.00%	1447	33.50%	3306	37.30%
Manque de motivation ou d'intérêt pour les choses	1695	37.40%	1353	31.40%	3048	34.50%
Sentiment de solitude	1679	37.10%	1420	33.00%	3099	35.10%
Sentiment d'irritabilité	1557	34.40%	1258	29.10%	2815	31.80%
Sentiment de culpabilité	968	21.40%	809	18.70%	1777	20.10%
Pensées suicidaires	582	12.90%	457	10.60%	1039	11.80%
Autres changements émotionnels	623	13.80%	482	11.20%	1105	12.50%
TOTAL	4511	100.00%	4302	100.00%	8813	100.00%

Impacts significatifs selon le genre

Les filles et les jeunes femmes déclarent que leur bien-être est nettement plus affecté que celui des garçons et des jeunes hommes



Une enfant de 12 ans qui a fui le conflit à Khartoum, au Soudan, avec sa famille © Plan International

« Nous éprouvons des difficultés... »

Moyens de subsistance et sécurité économique

Dans le chaos de la fuite de leurs maisons et la destruction générale que la guerre apporte avec elle, la plupart des revenus familiaux sont forcément affectés. Les exploitations agricoles ne peuvent être exploitées et les autres approvisionnements ne parviennent pas jusqu'aux zones touchées. Les pénuries alimentaires qui en résultent signifient non seulement que les gens ont faim, mais aussi que des économies entières se contractent : il n'y a rien à vendre et rien à acheter, même si l'on a de l'argent. Les participants à l'enquête le confirment : plus de 63 % d'entre eux ont déclaré que leur capacité à gagner leur vie et le revenu de leur ménage étaient modérément, très ou extrêmement affectés par le conflit. C'est au Soudan que les revenus ont été les plus affectés et aux Philippines qu'ils l'ont été le moins.

Interrogés sur les différentes stratégies qu'ils utilisaient pour faire face à l'impossibilité de satisfaire leurs besoins fondamentaux, la plupart d'entre eux ont déclaré :

45% se rabattre sur des aliments moins nutritifs

45.5% utiliser leurs économies

45.5% réduire la quantité de nourriture qu'ils consomment

Il existe des différences significatives entre les sexes en ce qui concerne le recours à des aliments moins nutritifs et la réduction de la quantité de nourriture consommée, les filles et les jeunes femmes étant plus nombreuses à déclarer qu'elles mangent moins.

47 % des filles et des jeunes femmes, contre 44 % des garçons et des jeunes hommes, ont moins à manger.

Cette constatation est conforme à d'autres recherches : dans de nombreux pays, deux fois sur trois, les filles et les femmes mangent en dernier et le moins possible et, sur les 309 millions de personnes dans le monde qui souffrent d'une faim extrême, 60% sont des femmes et des filles.⁵⁸ Cette réduction de l'apport alimentaire et le recours accru à des aliments moins nutritifs, qui touchent beaucoup plus les filles et les jeunes femmes, sont une constatation inquiétante. Les jeunes femmes enceintes sont particulièrement vulnérables, tout comme leur enfant. Dans les entretiens approfondis, la lutte pour la survie économique a été décrite de manière saisissante. Au Cameroun, les personnes interrogées ont vu leur commerce brûler et les filles comme les garçons travaillent dans n'importe quel domaine pour soutenir le revenu familial. Les filles et les femmes se consacrent principalement à l'agriculture, lorsqu'elles le peuvent, et à la vente de nourriture. Les garçons et les hommes pratiquent également l'agriculture, mais ils sont plus enclins à effectuer des petits boulots et sont décrits comme des « protecteurs » et des « gagne-pain » pour leur famille. De nombreuses personnes interrogées ont indiqué qu'elles dépendaient auparavant de l'agriculture locale pour leur alimentation, ce qui n'était plus possible :

« Les gens ne peuvent plus aller à la ferme, car ils ont peur.... les boutiques des gens ont été brûlées et beaucoup de gens se sont enfuis. » Bate, 22, Cameroun

En Colombie, ce sont les familles déplacées qui ont été les plus touchées par la perte des revenus familiaux et qui ont souvent été obligées de compter sur les envois de fonds de leurs proches. Certaines personnes interrogées ont fait état d'une augmentation des responsabilités domestiques, mais pour tous, pas seulement pour les filles et les jeunes femmes.

« Même en tant qu'homme, il faut apprendre à faire les choses ... dans ma maison, on nous a toujours appris que nous avons tous une responsabilité, l'un balayait, l'autre passait la serpillière, l'autre aidait à la cuisine, et ainsi de suite. »

Daniel, 19, Colombie

Les personnes interrogées en Éthiopie ont parlé du coût de la vie qui a augmenté en raison du conflit :

« Avant la guerre, le coût de la vie était bon parce que les biens étaient bon marché. Lorsque le coût de la vie devient trop élevé, les gens souffrent de problèmes gastro-intestinaux et mentaux... Certains jours, il y a de l'eau, mais si ce n'est pas le cas, j'envoie mon fils après l'école chercher de l'eau de loin. » Adolay, 20, Éthiopie

Une jeune femme, Awash, 22 ans, explique les pénuries alimentaires par le fait que les agriculteurs ne peuvent pas se déplacer librement et travailler et que de nombreux jeunes hommes qui devaient récolter les cultures ont été tués. En outre, les comptes bancaires sont inaccessibles et les salaires de ceux qui travaillent sont versés par intermittence :

« Nous sommes actuellement dans une situation difficile parce que nous ne recevons pas notre salaire tous les mois, mais une fois tous les trois mois... D'autre part, les produits de base comme le teff* et d'autres denrées alimentaires sont devenus chers, et nous vivons donc dans une situation difficile. Il nous est impossible de survivre... » Addodas, 19, Éthiopie

Plusieurs des femmes interrogées ont estimé que leur travail de soins non rémunéré avait augmenté :

« Par rapport aux garçons, nous passons la plupart de notre temps à travailler à la maison. Cela signifie que le fardeau qui pèse sur les filles est très lourd. » Dansha, 17, Éthiopie

Aux Philippines, la plupart des participants ont déclaré que leurs revenus avaient été affectés par le conflit. Comme dans les autres pays, les déplacements ont signifié que de nombreux participants avaient perdu leurs terres ou leurs moyens de subsistance.

* Espèce de graminées cultivée pour ses graines comestibles.

« Avant, quand il n'y avait pas encore de fusillades, mon père avait une ferme, et quand le conflit a commencé, il l'a laissée derrière lui. C'était sa source de revenus. » Rania, 21, Philippines

Les responsabilités domestiques ont augmenté en raison du conflit, principalement parce que les personnes interrogées passent plus de temps à la maison. Dans l'ensemble, le travail à la maison est principalement effectué par les femmes :

« Dans cette région, les femmes sont mariées dès leur plus jeune âge, et leur responsabilité est donc de s'occuper des enfants et de toute la famille en temps de guerre. » Mariam, 21, Philippines

Les garçons et les hommes sont considérés comme responsables des activités hors du foyer qui contribuent à subvenir aux besoins de leur famille, principalement l'agriculture et les récoltes. Toutefois, certains participants ont fait remarquer que ces responsabilités pouvaient se chevaucher et que les filles aidaient également à la récolte, tandis que les garçons pouvaient aussi s'occuper des tâches ménagères. Le lieu, y compris le déplacement, le statut avant le conflit et le sexe ont tous des effets différents sur la manière dont les individus et les familles font face à l'augmentation de la pauvreté. Les filles et les jeunes femmes mangent moins et, dans de nombreux endroits, semblent davantage contraintes par les responsabilités domestiques, ce qui réduit leur accès à toute possibilité d'étudier, de travailler ou d'acquérir de nouvelles compétences. Au Cameroun, en particulier, les garçons et les jeunes hommes se sentent responsables du revenu familial : ils sont considérés comme des gagne-pain. Tout le monde essaie de trouver un emploi rémunéré et le soutien aux économies locales, dans la mesure du possible, ressort de cette recherche comme une priorité essentielle. Cela se reflète également dans les réponses à l'enquête décrites dans la section suivante.

Une jeune veuve et mère déplacée par le conflit au Nigeria qui a créé une entreprise alimentaire avec le soutien de Plan International © Plan International

« C'est insuffisant... »

Accès aux services et aux ressources

Lorsqu'on a demandé aux participants quels étaient les services ou les ressources auxquels ils souhaitaient avoir accès, mais qu'ils ne pouvaient pas obtenir en raison du conflit, les réponses les plus fréquentes ont été les suivantes :

47% soutien financier

39% aide à l'emploi

37% éducation

33% nourriture

32% soins de santé/traitements médicaux

Le soutien financier et l'aide à l'emploi sont apparus comme les questions les plus importantes pour tous. Il s'agit d'un domaine où les besoins sont réels et auquel les jeunes ont du mal à accéder. Parmi les services les plus signalés, l'aide alimentaire est le seul qui présente une différence significative entre les sexes. En outre, les filles et les jeunes femmes, en plus grand nombre que les garçons et les jeunes hommes, ont déclaré ne pas pouvoir accéder aux services de bien-être émotionnel et social et aux services de santé sexuelle et reproductive.

Ces résultats, bien que basés sur un échantillon de petite taille, renforcent les conclusions d'enquêtes antérieures et les discussions entre les personnes interrogées, selon lesquelles un plus grand nombre de filles et de jeunes femmes font état d'anxiété, de dépression et de détresse physique et psychosociale résultant de la violence sexuelle. Il semble qu'il y ait un besoin réel et non satisfait de ces services que les filles et les jeunes femmes, en particulier, expriment.

Lorsqu'on leur a demandé ce dont leur localité avait le plus besoin, les participants à l'enquête ont choisi d'assurer la sécurité alimentaire et l'accès aux besoins de base, mais il y avait des différences significatives entre les sexes en ce qui concerne les autres priorités. Les garçons et les jeunes hommes ont mis l'accent sur la reconstruction des infrastructures et le renforcement de la sécurité et de l'application de la loi bien plus que les filles et les jeunes femmes, tandis que ces dernières ont choisi, plus que les garçons et les jeunes hommes, de « fournir un soutien et des conseils en matière de bien-être émotionnel et social », par exemple en matière de santé mentale ou de soutien psychosocial, et d'aider les populations vulnérables. Lors des entretiens approfondis, en particulier au Cameroun, les personnes interrogées ont évoqué l'accès aux médicaments et aux soins de santé comme un défi majeur :

« Un jour, ma sœur était malade et nous n'avons pas pu l'emmener à l'hôpital parce que ce n'était pas sûr dans les rues. Mon père a dû la porter jusqu'à la maison d'un vendeur de drogue local pour obtenir de l'aide. » Makola, 19, Cameroun

Par rapport aux participants qui se sont identifiés comme PDI et à ceux qui sont restés chez eux pendant le conflit, les participants réfugiés étaient plus susceptibles de donner la priorité à l'accès à la nourriture et aux produits de première nécessité, tandis que les participants qui sont restés chez eux étaient plus susceptibles de choisir de favoriser la reprise économique.

Les résultats de cette section démontrent clairement la nécessité d'une fourniture ciblée en fonction de la population et de la localisation. L'accès à l'aide alimentaire est plus difficile pour les jeunes femmes et il convient d'y remédier, tout en accordant une plus grande attention à leurs problèmes de santé mentale. Les réfugiés, bien que désireux de travailler et de subvenir à leurs besoins, sont largement dépendants des autres. La sécurité alimentaire, les besoins de base et les infrastructures sont donc cruciaux. Pour ceux qui vivent encore chez eux, la reconstruction de leur économie locale est essentielle.

Tableau 5: Ressources ou services auxquels les participants n'ont pas pu accéder en raison du conflit, par genre

Y a-t-il des ressources ou des services auxquels vous auriez voulu accéder, mais que vous n'avez pas pu obtenir en raison du conflit ?						
	Filles et jeunes femmes		Garçons et jeunes hommes		TOTAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Soutien financier [par exemple, aide en espèces]	2307	47.30%	2262	46.70%	4569	47.00%
Aide à l'emploi [y compris formations professionnelles/formations en compétences/services de placement/formations à l'entrepreneuriat, etc.]	1891	38.80%	1874	38.70%	3765	38.70%
Éducation	1825	37.50%	1748	36.10%	3573	36.80%
Nourriture	1633	33.50%	1588	32.80%	3221	33.10%
Soins de santé/traitement médical	1581	32.40%	1536	31.70%	3117	32.10%
Aide alimentaire [y compris les transferts monétaires/chèques, etc.]	1558	32.00%	1437	29.60%	2995	30.80%
Services de bien-être émotionnel et social [par exemple, santé mentale/ services d'aide psychosociale, etc.]	1341	27.50%	1179	24.30%	2520	25.90%
Transport	1411	29.00%	1423	29.40%	2834	29.20%
Accès sécurisé à de l'eau	1238	25.40%	1152	23.80%	2390	24.60%
Services de sécurité ou de protection	1119	23.00%	1077	22.20%	2196	22.60%
Vêtements	1045	21.40%	964	19.90%	2009	20.70%
Articles pour la maison [meubles/ équipement de cuisine, etc.]	936	19.20%	838	17.30%	1774	18.30%
Services et aide juridiques [aide à l'immigration/au statut de réfugié/autre]	864	17.70%	844	17.40%	1708	17.60%
Assainissement [accès aux installations]	823	16.90%	713	14.70%	1536	15.80%
Services de santé sexuelle et reproductive	679	13.90%	579	11.90%	1258	12.90%
Vous avez pu accéder aux services ou aux ressources dont vous aviez besoin	255	5.20%	235	4.80%	490	5.00%
Aucune des réponses ci-dessus	598	12.30%	628	13.00%	1226	12.60%
Total	4873	100.00%	4847	100.00%	9720	100.00%

Impacts significatifs selon le genre

Les filles et les jeunes femmes ont déclaré avoir plus de difficultés à accéder à l'aide alimentaire que les garçons et les jeunes hommes.

« Peu importe [l'aide] qui arrive, elle est toujours vraiment nécessaire »

Le rôle des agences d'aide

Outre des questions détaillées sur leur accès général aux services et aux ressources, les personnes interrogées ont également été invitées à indiquer si elles avaient reçu une assistance de la part d'organisations d'aide et, dans l'affirmative, si cette assistance avait été utile. Il est apparu que même si trop peu d'entre eux ont déclaré avoir eu accès à de l'aide, ceux qui ont pu en bénéficier l'ont trouvée efficace.

Ces résultats ne permettent pas de déterminer les raisons pour lesquelles l'aide ne parvient pas aux civils dans le besoin, malgré les efforts déployés par les organisations humanitaires. Cependant, elles soulignent le besoin urgent d'un accès humanitaire sans entrave, afin que l'aide puisse atteindre les civils dans le besoin, ce qui est une obligation en vertu du droit international humanitaire.

Dans de nombreuses situations de conflit complexes, l'aide a du mal à passer. Les camions attendent aux frontières, les civils sont bloqués par des groupes armés ou des restrictions bureaucratiques inutiles à l'intérieur des pays, et le personnel humanitaire est pris pour cible et parfois tué.

Lorsque de l'aide peut être acheminée, 81 % des personnes interrogées la jugent plutôt ou extrêmement utile.

46 % des participants ont déclaré n'avoir reçu aucune aide.

.....
Ceux qui ont pu en bénéficier l'ont trouvée quelque peu utile, 45 %, ou extrêmement utile, 36 %.

.....
Les participants qui se sont identifiés comme **PDI ou réfugiés ont trouvé l'aide plus utile que ceux qui vivaient chez eux.**

.....
Les participants des Philippines ont trouvé l'aide qu'ils ont reçue la plus utile.



Le personnel de Plan charge l'aide d'urgence pour la livrer aux familles déplacées au Liban © Plan International

Dans les quatre pays, les personnes interrogées ont indiqué avoir eu un peu d'accès à de l'aide, mais les produits de première nécessité comme la nourriture et l'eau restaient souvent rares. Les participants d'Éthiopie ont évoqué les conséquences de cette situation : « des gens sont morts de faim et de soif », à la fois dans le contexte de la fuite et à l'arrivée dans les communautés d'accueil.

« Une fois que nous sommes arrivés, il y a eu tellement de problèmes : il n'y a pas d'eau ou d'autres nécessités. Nous n'avons même pas de seau pour l'eau, et nous devons aller chercher l'eau à la rivière. » Bagado, 17, Éthiopie

Malgré ce besoin urgent d'assistance, de nombreux Éthiopiens ont eu l'impression que, dans l'ensemble, cette aide n'était pas au rendez-vous :

« Il n'y a pas d'organisations pour nous aider, pas d'ONG. Notre frère allait chercher de l'eau très loin. Nous aidions les personnes fatiguées à se reposer à l'ombre. Une fois, nous avons abattu une chèvre et fait cuire la viande sur un feu de bois. Nous n'avons mangé que cela, rien d'autre. » Aculle, 18, Éthiopie

Les femmes enceintes ou allaitantes sont particulièrement vulnérables, comme le décrit Addodas :

« Nous souffrions de la faim et de la soif et, par conséquent, l'allaitement a été très difficile, car si nous ne mangeons pas bien, les enfants ne peuvent pas se nourrir. » Addodas, 19, Éthiopie

« J'ai toujours pensé qu'il valait mieux mourir à la maison que de souffrir ainsi... Les problèmes de santé de mon enfant se sont compliqués après que je l'ai emmené avec moi dans ce voyage difficile pour fuir la guerre. Il pleure souvent, il a perdu du poids parce qu'il est mal nourri et son comportement a complètement changé. » Addodas, 19, Éthiopie

Au Cameroun, l'aide a été acheminée sous diverses formes :

« Y compris de la nourriture, de l'eau, des abris, des fournitures médicales, des vêtements et d'autres produits de première nécessité nécessaires à la survie et au rétablissement. » Egbe, 16, Cameroun

Mais les personnes interrogées ont déclaré que cette aide était intermittente et qu'elle était souvent insuffisante et arrivait trop tard. Les participants souhaitent que les organisations d'aide fassent davantage d'efforts pour être réellement à l'écoute des besoins de la population.

« Nous demandons au gouvernement et aux ONG de venir nous parler physiquement, mais la plupart du temps, ils se réunissent et discutent avec des fonctionnaires ou des représentants. Ils ne sont jamais venus nous rencontrer ou discuter avec nous. Pour l'instant, nous recevons de l'aide et du soutien de la part de différents organismes, mais ce n'est pas suffisant par rapport au nombre de personnes. » Tezeke, 16, Éthiopie

« Je me vois comme quelqu'un ayant du succès... »

Regarder vers l'avenir

La fin du conflit et de la violence que tant d'enfants et de jeunes ont vécue était la principale préoccupation des participants à l'étude lorsqu'ils se pensent à l'avenir.

Dans de nombreux cas, mais pour tous, leurs ambitions (devenir médecin, athlète professionnel, enseignant, avocat, comptable) restent intactes, mais elles dépendent de la fin du conflit et d'une paix durable.

Les actions de consolidation de la paix jugées prioritaires sont les suivantes :

63% pour parler de paix

59% cessez-le-feu

49% efforts de révention des conflits pour mettre fin aux hostilités

Tableau 6: Suggestions des participants pour des actions de consolidation de la paix par identité de genre

	Filles et jeunes femmes		Garçons et jeunes hommes		TOTAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Pourparlers de paix	3136	64.50%	2983	61.50%	6119	63.00%
Cessez-le-feu [arrêt convenu des combats]	2936	60.40%	2758	56.90%	5694	58.60%
Efforts de prévention des conflits pour éviter de futurs conflits	2478	51.00%	2256	46.50%	4734	48.70%
S'attaquer aux causes profondes du conflit [pourquoi le conflit a commencé]	2214	45.60%	2098	43.20%	4312	44.40%
Impliquer les jeunes dans les communautés, y compris ceux qui sont déplacés, dans les pourparlers de paix	2168	44.60%	1914	39.50%	4082	42.00%
Efforts de consolidation de la paix au sein de la communauté	2162	44.50%	2041	42.10%	4203	43.30%
Impliquer les adultes dans les communautés, y compris les personnes déplacées, dans les pourparlers de paix	2080	42.80%	1805	37.20%	3885	40.00%
Impliquer les filles et les jeunes femmes, y compris celles qui sont déplacées, dans les pourparlers de paix	1894	39.00%	1602	33.00%	3496	36.00%
Aucune des réponses ci-dessus	163	3.40%	238	4.90%	401	4.10%
Total	4860	100.00%	4851	100.00%	9711	100.00%

Impacts significatifs selon le genre

Les filles et les jeunes femmes ont voté en plus grand nombre pour la plupart des activités de consolidation de la paix énumérées et ont également été nettement plus favorables à l'implication des jeunes dans les pourparlers de paix.



Ana, en Colombie, fait partie d'une association qui travaille avec les victimes à la construction de la paix, en essayant de faire en sorte que les expériences passées ne dominent pas leurs futurs.

« **Nous essayons de faire en sorte que ceux d'entre nous qui ont été victimes ne voient pas leurs droits encore plus bafoués.** » Ana, 24, Colombie

Les participants aux entretiens approfondis ont été invités à réfléchir à la situation dans laquelle ils se voyaient dans 5 à 10 ans et à l'avenir qu'ils envisageaient. Au Cameroun, où beaucoup étaient découragés par l'avenir, les participants ont parlé de ce qu'ils voulaient être au passé, comme si ce n'était plus possible. Beaucoup ont confirmé que leurs objectifs avaient dû être modifiés en raison du conflit en cours.

« **J'ai été obligé d'arrêter l'école en deuxième année, je voulais être pilote d'avion, mais ici je travaille comme « bamba » [ouvrier] sur un chantier de construction. Aujourd'hui, je mélange du ciment et je transporte des blocs et du ciment. Mes rêves ont échoué à cause de ce conflit.** » Bate, 22, Cameroun

Dans les trois autres pays étudiés (la Colombie, l'Éthiopie et les Philippines) les personnes interrogées essayaient de s'accrocher à leurs espoirs et à leurs rêves.

Aux Philippines, la majorité des personnes interrogées ont déclaré que le conflit n'avait pas modifié leurs objectifs, même si leur situation était radicalement différente, et tous ceux qui n'étaient pas scolarisés étaient déterminés à retourner à l'école :

« **Mon rêve reste le même [terminer mes études], qu'avant que je me marie. Je ne me suis mariée à l'époque que parce que mes parents avaient des difficultés financières, et mon frère qui est à l'étranger m'a conseillé de profiter de l'occasion pendant qu'il est encore à l'étranger, car si j'attends plus longtemps, il n'y aura peut-être plus personne à l'étranger pour m'aider financièrement.** » Mahid, 18, Philippines

En Colombie, de nombreuses personnes interrogées pouvaient envisager une vie de réussite professionnelle et personnelle :

« **Vivre seul ou avec mon partenaire, être déjà un professionnel, avoir une voiture, aider ma mère à arrêter de travailler.** » Tori, 18, Colombie

Cependant, un nombre considérable de participants, soit un quart, pensent que leurs ambitions ont été affectées par le conflit. Cela les a souvent amenés à abandonner leurs études et à remettre leurs rêves à plus tard, certains mentionnant même que leur santé mentale avait été affectée. D'autres ont pu constater que le fait de devoir trouver une nouvelle orientation n'était pas entièrement négatif :

« **J'ai le sentiment que le facteur de déplacement nous amène peut-être à repenser beaucoup de choses dans la famille, à envisager d'autres perspectives de vie, d'autres alternatives économiques et tout cela, mais nous avons beaucoup souffert à l'époque.** » Daniel, 19, Colombie

Certaines personnes interrogées ont imaginé des futurs différents pour les villes dans lesquelles elles vivaient : des lieux de paix et de tranquillité avec davantage d'opportunités d'éducation et d'emploi pour les jeunes. Dans leurs discussions sur l'avenir et leurs objectifs personnels, les participants en Éthiopie ont parlé de l'importance de la paix, du retour à l'éducation, des retrouvailles avec les familles, du retour à la maison et de la réalisation de leurs objectifs professionnels.

« **Si la paix se maintient à l'avenir, je pense que nous pourrions travailler et mener une vie normale... la guerre n'a aucune valeur, si ce n'est la destruction et la souffrance... la paix est donc la meilleure chose au monde, et je veux dire qu'il faut la préserver ensemble.** » Addi, 23, Éthiopie



Un garçon qui fréquente un espace adapté aux enfants dans un camp du Tigré © Plan International

« **Pour l'avenir, je veux terminer mes études et obtenir un diplôme. Ensuite, je veux réussir dans ma carrière et aider ma famille et la société.** » Baraulo, 20, Éthiopie

Beaucoup sont restés ambitieux, espérant toujours devenir médecin, enseignant, ingénieur, pilote, esthéticienne ou travailler dans la finance. La paix et la réconciliation ont souvent été décrites comme les fondements nécessaires au retour à une vie normale : ce n'est qu'alors qu'ils pourront s'installer dans une société stable qui leur permettra de reprendre leurs études et leur offrira des perspectives de carrière.

« **La réconciliation apportera le bonheur et l'unité, mais si nous n'y parvenons pas, rien ne s'améliorera.** » Adola, 16, Éthiopie



Jeune mère déplacée par le conflit au Cameroun avec sa fille © Plan International

« **Mes objectifs ont changé parce que je ne vais plus à l'école à cause de mon enfant, et je ne peux pas dire de quoi demain sera fait.** » Yisah, 17, Cameroun



Des centres d'apprentissage temporaires aident les enfants à poursuivre leur scolarité à Cabo Delgado, au Mozambique. © Plan International

Les participants en Éthiopie étaient particulièrement préoccupés par les effets du conflit sur les filles et les jeunes femmes en ce qui concerne la violence sexuelle.

« **J'avais le rêve de me marier un jour et de rendre mes parents fiers de moi, mais maintenant j'éleve un enfant dont je ne connais même pas le père. Je rêvais aussi de terminer mes études et, une fois diplômée de l'université, je veux trouver un emploi et réussir ma vie. Mais pour le moment, tous ces rêves semblent impossibles...** »

Tigray, 18, Éthiopie

Mille, 13 ans, et Aculle, 18 ans, ont exprimé l'espoir qu'à l'avenir, les filles et les femmes bénéficieront d'une aide et d'une protection supplémentaires. Toutes deux sont déterminées à sensibiliser le public aux droits des filles et des jeunes femmes.

« **Je pense que les filles souffrent de nombreuses difficultés et qu'elles doivent être soutenues et que leurs droits doivent être respectés... Je veux travailler à la sensibilisation à l'égalité des sexes parce que j'ai vu une fille se faire violer.... Je veux enseigner à ces filles l'importance de s'adresser aux tribunaux ou aux bureaux des affaires féminines. Je pense également que les personnes qui ont commis ces crimes doivent être tenues responsables de leurs actes afin que d'autres en tirent des leçons.** » Mille, 13, Éthiopie

Aculle estime que la protection des femmes et des filles contre les abus devrait être une priorité absolue : les gens devraient être sensibilisés à la protection des femmes, c'est la responsabilité de chacun.



Fille à l'école dans un camp de réfugiés au Cameroun © Plan International

« **À l'avenir, je veux étudier dans le domaine de la santé et travailler sur des sujets liés aux femmes. Les filles et femmes à l'avenir ne devraient plus être confrontées à ce que nous avons vécu. C'était vraiment très difficile.** »

Aculle, 18, Éthiopie

Les personnes interrogées dans les quatre pays ont discuté de la manière de mettre fin au conflit et de construire une paix durable. Leurs suggestions sont très proches des réactions des personnes ayant répondu à l'enquête. Le dialogue entre les parties belligérantes est considéré comme crucial :

« **Les deux parties devraient s'asseoir et dialoguer pour que la paix revienne dans notre région, qui a beaucoup souffert.** » Nain, 15, Cameroun

En Colombie, cependant, les personnes interrogées avaient des sentiments mitigés et un certain scepticisme à l'égard des pourparlers de paix :

« **La vérité est un peu difficile... Ils disent que nous allons conclure un accord de paix, et dans cet accord de paix, ils sont toujours en désaccord sur quelque chose, ce qui génère plus de guerre. Cela finit toujours de la même façon.** » Raquel, 22, Colombie

De nombreux participants étaient convaincus que les jeunes devaient être impliqués :

« **Oh que oui ! Parce que l'avenir est entre leurs mains et qu'ils sont les leaders.** » Yisah, 17, Cameroun

Daniel, en Colombie, estime que les jeunes ont un rôle clé à jouer au niveau municipal et communautaire, en mettant à profit leurs intérêts et leurs compétences :

« **Mais je crois que la paix peut également être construite à partir du secteur de la jeunesse dans le domaine de la défense politique et sociale, de l'activisme citoyen et de ce genre de choses. Mais je pense que nous devons également former les jeunes aux droits, aux mécanismes de défense, au contrôle citoyen, aux mécanismes d'autoprotection, mais aussi, d'une manière ou d'une autre, à ces petites initiatives que les jeunes eux-mêmes peuvent développer pour construire la paix, de la manière qu'ils souhaitent, à partir de la culture, du sport....** » Daniel, 19, Colombie

Les participants des quatre pays, quelle que soit leur identité, ont également indiqué que la paix devait être construite en soutenant les opportunités éducatives et économiques des jeunes et en reconstruisant les services essentiels, y compris, comme beaucoup l'ont souligné, l'aide à la santé mentale.

Ce n'est qu'à cette condition qu'ils pourront envisager un avenir et une vie différente. La résolution des conflits doit être suivie d'une action concrète visant à reconstruire des vies, de la part des gouvernements, des agences internationales et avec la participation des jeunes eux-mêmes.

« **Je tiens à souligner que notre maison n'a plus rien, j'y suis allé une fois après la guerre et notre maison est totalement détruite. Par conséquent, ce que je peux dire, c'est que nous voulons rentrer chez nous avec des services d'électricité et d'eau..** » Tsebri, 18, Éthiopie

« **Parce qu'il y a des gens qui l'ont vécu dans leur ville, ils savent ce qu'est le conflit et ils peuvent donner une perspective différente aux personnes plus âgées ou à celles qui ne sont pas impliquées.** »

Valentina, 22, Colombie



Une fille de 8 ans dans un refuge pour personnes déplacées au Liban © Plan International

Conclusion

Cette recherche démontre clairement, souvent avec des détails frappants, les effets dévastateurs de la guerre et de la violence.

Les conflits tuent, ils laissent des cicatrices permanentes chez beaucoup de survivants, ils gâchent l'enfance. Les jeunes déclarent vivre avec une peur inimaginable. Leurs parents sont tués sous leurs yeux, ils fuient leur maison, des bandes armées contrôlent les rues, les filles et les jeunes femmes sont violées et maltraitées, les jeunes hommes sont contraints de se battre, bien que les garçons soient eux aussi maltraités et que les jeunes femmes se battent aussi.

La violence est normalisée : il est impossible de sortir, d'aller à l'école, les possibilités d'emploi disparaissent, la pauvreté et la faim engendrent encore plus de violence et des stratégies de survie de plus en plus néfastes. Les rêves disparaissent. Les jeunes hommes peuvent se tourner vers les groupes armés pour obtenir de l'argent et une protection, les enfants peuvent être recrutés de force, enlevés ou devenir victimes d'autres violations graves, les filles peuvent être contraintes de se marier pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

« Mais maintenant, c'est moi qui dois chercher à manger et m'occuper de la maison, et ce n'est pas facile pour moi... Je dois m'occuper de moi-même et maintenant je suis tombée enceinte parce que j'ai été forcée de prendre un homme pour s'occuper de moi.. » Bessong, 24, Cameroun

La vie des filles et des jeunes est clairement marquée par la crise qui sévit dans leur pays. La violence laisse des traces physiques et psychologiques : les effets du manque d'éducation et de services de santé, de la pénurie de nourriture et d'eau, de l'absence de formation professionnelle et, souvent, de moyens sûrs de gagner sa vie, suivront tous ceux qui survivent à l'avenir. La recherche montre également des différences évidentes entre les expériences des filles et des garçons, des jeunes femmes et des jeunes hommes, ainsi que dans leurs réactions à ces expériences.

Sans surprise, l'enquête révèle des niveaux élevés de détresse émotionnelle, notamment des troubles du sommeil et des inquiétudes constantes, ainsi qu'un accès limité aux services de santé mentale et de santé et droits sexuels et reproductifs qui pourraient aider. Les filles et les jeunes femmes signalant davantage d'indicateurs de détresse émotionnelle que leurs homologues masculins. L'éducation est interrompue. Dans ce cas, les garçons et les jeunes hommes se déclarent plus affectés que les filles et les jeunes femmes..



Cameroun : Une mère et ses enfants dans un camp de réfugiés où ils ont tous pu accéder à l'éducation © Plan International



Une école accueillant des familles déplacées par le conflit au Liban © Plan International

« Notre éducation, à laquelle nous avons consacré tout notre temps et toute notre vie, n'a plus de sens... » Adoeio, 24, Éthiopie

L'expérience de Makola met en évidence l'effet des vulnérabilités qui se croisent : les revenus de sa famille chutent, les trajets scolaires ne sont pas sûrs et il se déplace en fauteuil roulant.

« Mon école était loin et je ne pouvais pas y aller uniquement avec mon fauteuil roulant, je devais donc payer pour un transport. Cela coûtait cher à mes parents. Je n'ai pas pu continuer à aller à l'école pendant la crise, parce que les coups de feu étaient parfois très dangereux et que je ne pouvais pas courir comme les autres, ce qui m'obligeait à rester à la maison la plupart du temps. » Makola, 19, Cameroun

Lors des entretiens approfondis, beaucoup ont évoqué le nombre de jeunes hommes qui ont été tués, la façon dont ils ont été ciblés pour le recrutement et se sont tournés vers les groupes armés en dernier recours.

« Je crois que personne n'aime la guerre à moins d'être à court d'options. Ainsi, lorsque quelqu'un voit des femmes se faire violer, ses sœurs se faire violer, sa mère se faire violer, ses parents se faire tuer et que finalement, pour sa propre sécurité, il rejoint la lutte..., il ne s'agit pas de la guerre étant un idéal. » Mekelle, 18, Éthiopie

Les filles et les jeunes femmes, bien que moins susceptibles d'être recrutées dans des groupes armés, ont subi des violences sexuelles incessantes, y compris des viols, qui ont souvent entraîné des grossesses. Les jeunes femmes ont parlé de la stigmatisation de cette situation lorsqu'elles rentrent chez elles avec leurs enfants. La vulnérabilité des femmes enceintes en période de conflit est également apparue clairement : le manque de nourriture et d'aide médicale et le fait d'avoir dû fuir leur domicile ont entraîné la mort des mères et des bébés.



Jeune femme participant à un programme de résolution des conflits aux Philippines © Plan International / Michael Perfecto



Enfants vivant dans un centre pour familles déplacées en Ukraine © Plan International / Albina Vinar

Les filles et les garçons, les jeunes femmes et les jeunes hommes, malgré de nombreux besoins communs, vivent le conflit de manière différente et ces expériences continueront à se répercuter tout au long de leur vie.

Malgré tout ce qu'ils ont vécu, les jeunes s'accrochent à leurs rêves : ils rêvent de poursuivre leurs études, de trouver un emploi, de nouer des relations et de contribuer à l'avenir de leur société.

« Je me vois comme quelqu'un ayant du succès.... Avoir ma propre maison, ma famille, mes affaires personnelles et tout ça. Avoir un studio. M'améliorer. Et avoir ma propre entreprise. »

Andrés, 21, Colombie

« Je veux retourner à l'école pour élargir mes connaissances et savoir ce qui se passe à l'extérieur [dans le monde]. Pour apprendre [plus] aussi. »

Fatima, 15, Philippines

Pour que cet optimisme soit justifié, la paix doit être considérée comme une priorité et tant les garçons et les jeunes hommes que les filles et les jeunes femmes, bien que ces dernières soient plus nombreuses, estiment que les jeunes doivent faire partie de tout programme de construction de la paix.

« La paix est la chose la plus importante dans la vie parce que tout ne prospère que s'il y a la paix. » Korem, 18, Éthiopie

La recherche reflète à la fois ce que les jeunes vivant dans des zones touchées par des conflits, quelle que soit leur identité et leur origine, ont en commun et les différences qu'il convient de prendre en compte. Garantir la sécurité alimentaire et l'accès aux produits de première nécessité est d'une importance capitale pour tous, tout comme favoriser les possibilités d'emploi et renforcer la sécurité économique.

Les filles et les jeunes femmes accordent plus d'importance à l'accès aux services de santé et aux besoins nutritionnels, tandis que les garçons et les jeunes hommes se préoccupent davantage de la réparation des infrastructures et du renforcement de la sécurité. Tous ces éléments sont importants, mais les différentes priorités doivent être comprises et planifiées. L'aide ne parvient pas toujours à ceux qui en ont le plus besoin au moment où ils en ont le plus besoin.

Ce rapport s'est particulièrement intéressé aux différences entre les sexes dans les expériences et les réponses des filles et des garçons, des jeunes hommes et des jeunes femmes, non pas que les uns souffrent plus que les autres, mais ils souffrent différemment. Les résultats de la recherche soulignent également qu'ils ont besoin de différentes formes de soutien, à la fois pendant le conflit et lorsque les sociétés commencent à se reconstruire après la guerre. Ces différences sont importantes et doivent être comprises, à la fois pour soutenir la consolidation de la paix et pour s'assurer que l'aide est ciblée et efficace. Les jeunes ont beaucoup à offrir à leur société lorsqu'elle sort d'un conflit, car ils l'ont aussi vécu. La guerre peut détruire une génération entière, mais c'est l'expérience et l'énergie de cette génération, si elle est correctement soutenue, qui aidera ses communautés à survivre et à se reconstruire.

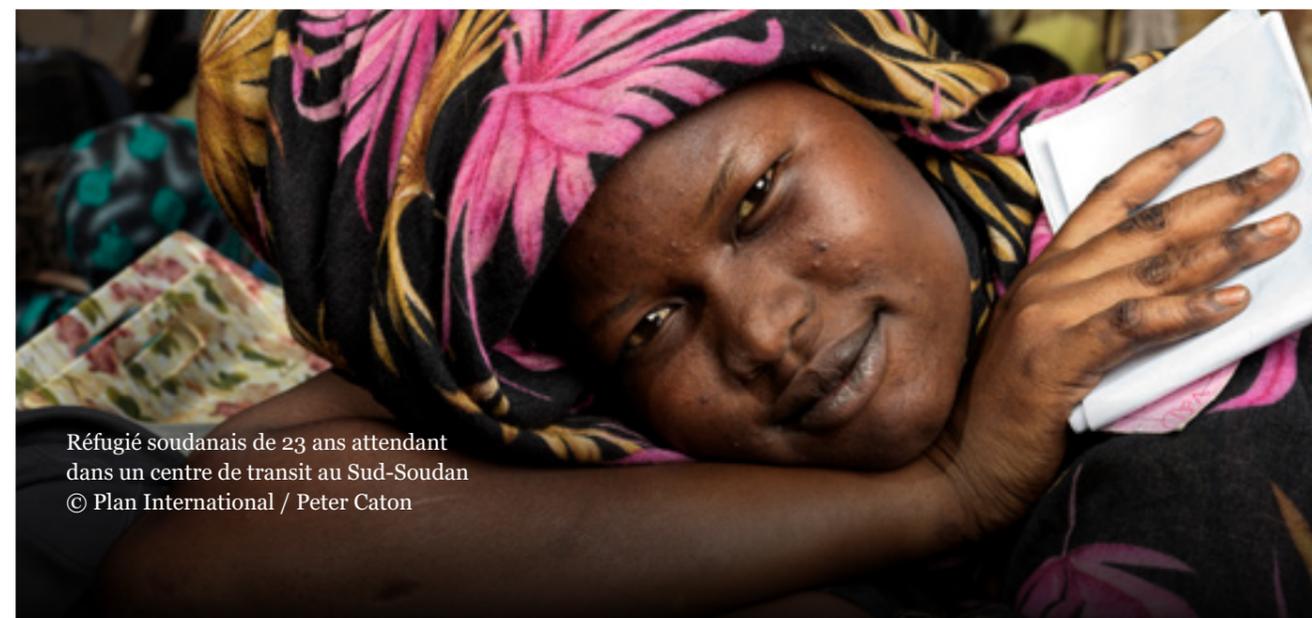
« Quel était mon rêve ? Je voulais finir mes études. Je ne voulais pas me marier tôt parce que j'étais encore jeune, et même si je suis majeure, je ne veux toujours pas me marier. Ce que je veux, c'est d'abord aider ma mère et élever mes frères et sœurs. Je veux les aider à étudier et les soutenir. C'est ce que je veux, les aider. »

Dalia, 14, Philippines

De nombreux jeunes ont mentionné l'importance d'un soutien financier, non seulement pour l'éducation, mais aussi pour la reconstruction de l'économie et la création d'opportunités d'emploi qui détourneraient de nombreux jeunes de la nécessité d'entrer dans des gangs, de se marier enfant ou de s'engager dans des activités illégales juste pour survivre.



Femmes dans un camp de personnes déplacées au Nigeria © Plan International



Réfugié soudanais de 23 ans attendant dans un centre de transit au Sud-Soudan © Plan International / Peter Caton

Recommandations

Les recommandations qui suivent s'appuient sur les observations des filles et des jeunes gens qui ont participé à cette étude.

Elles s'adressent à ceux qui détiennent les leviers du pouvoir et contrôlent le financement, et sont axées sur les priorités des jeunes : protection des enfants, moyens de subsistance et sécurité économique, éducation, santé et nutrition, y compris la santé mentale et le soutien psychosocial, et consolidation de la paix. Elles montrent la voie à suivre pour permettre aux personnes impliquées dans un conflit de survivre et de reconstruire leur vie et leur communauté.



Fille qui vit dans un foyer d'accueil après avoir été déplacée par le conflit en Ukraine
© Plan International / Albina Vinar

Les parties du conflit, y compris les forces armées et les groupes armés non étatiques, doivent :



Protéger les enfants et les civils

Cesser de prendre pour cible, de tuer et de maltraiter les enfants et les civils. Mettre fin à toutes les violations graves commises à l'encontre des enfants : recrutement et utilisation, meurtres et mutilations, violences sexuelles, attaques contre des écoles et des hôpitaux, enlèvements et refus d'autoriser l'accès à l'aide humanitaire. Identifier et remettre les enfants recrutés par les forces et groupes armés aux acteurs de la protection de l'enfance pour qu'ils soient pris en charge et réinsérés.



Respecter le droit humanitaire international

Veiller à ce que les civils dans le besoin bénéficient d'une assistance et d'une protection humanitaires sans entrave. Respecter le droit humanitaire international, protéger les travailleurs humanitaires et garantir un accès rapide aux personnes dans le besoin.



Instaurer des cessez-le-feu et la paix

Mettre en œuvre des cessez-le-feu immédiats et durables. Entamer des pourparlers de paix significatifs en vue d'une paix durable. Donner la priorité à la fin du recrutement des enfants et à leur utilisation dans les négociations.

Au conseil de sécurité de l'ONU et à tous les états membres :



De manière générale

Condamner sans équivoque toutes les violations et tous les abus commis à l'encontre des civils, en particulier des enfants. Exiger la mise en œuvre et l'élaboration de plans d'action en faveur des enfants dans les conflits armés, en veillant à ce que les auteurs de violations répondent de leurs actes. Exiger des mesures immédiates pour mettre fin aux violences sexuelles et liées au genre dans les conflits. Encourager les dialogues inclusifs pour la paix, en s'attaquant aux causes profondes afin de garantir la dignité, l'éducation et les moyens de subsistance pour tous.

Le secteur humanitaire doit :



De manière générale

Fournir une aide d'urgence et des services essentiels aux enfants, notamment de la nourriture, de l'eau, un abri, des soins de santé, une éducation et un soutien psychosocial. Aider dignement les groupes vulnérables et difficiles à atteindre, tels que les enfants non accompagnés, ceux qui ont survécu à des abus et les jeunes mères. Inclure les enfants et les jeunes, en particulier les filles et les jeunes femmes, dans la consolidation de la paix, les négociations et les efforts humanitaires.



Protection des enfants

Veiller à ce que la protection des enfants soit un objectif stratégique et un résultat collectif dans les réponses humanitaires, dans le cadre de la centralité de la protection. Donner la priorité à la prévention et à la réaction face aux risques mettant en danger la protection des enfants liés aux conflits, en particulier le recrutement d'enfants et la violence sexuelle et liée au genre. Plaider en faveur d'une gestion des dossiers adaptée aux enfants et aux adolescentes. Services de santé mentale et de soutien psychosocial et soutien général à la réintégration dans le cadre de l'ensemble minimal de services.



Éducation

Donner la priorité à l'éducation sensible aux conflits et à l'égalité des sexes pendant les crises. Plaider en faveur de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles afin de protéger l'éducation contre les attaques. Fournir une éducation flexible et non formelle aux adolescents et aux jeunes non scolarisés, aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, aux réfugiés et aux groupes vulnérables. Assurer la sécurité et le bien-être des apprenants et des enseignants, notamment en leur fournissant des moyens de transport sûrs pour se rendre à l'école et en revenir, un soutien psychosocial et des repas scolaires.



Santé, nutrition et assistance psychosociale

Fournir des services mobiles de santé et de nutrition, y compris des soins primaires, des services de santé sexuelle et reproductive, de santé mentale et de soutien psychosocial, dans les zones mal desservies. Donner la priorité aux activités de prévention de la malnutrition et au traitement de la malnutrition aiguë sévère pour les enfants de moins de cinq ans, les filles et les femmes enceintes et allaitantes. Assurer un approvisionnement nutritionnel régulier pendant 6 à 12 mois dans les zones de conflit et les camps de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays.



Assistance sous forme d'argent liquide et de bons d'achat/alimentation/moyens de subsistance

Utiliser l'aide en espèces et sous forme de bons de manière stratégique dans les plans d'intervention multisectoriels pour lutter contre l'insécurité alimentaire et les facteurs économiques des risques liés à la protection de l'enfance, tels que les enfants associés aux forces armées et aux groupes armés et la violence sexuelle et liée au genre à l'encontre des enfants et des jeunes.

Aux gouvernements nationaux et aux collectivités locales :



Accès

Adhérer au droit humanitaire international. Promouvoir des mécanismes juridiques et des politiques nationales visant à garantir que les personnes touchées par un conflit aient accès à une aide humanitaire appropriée et opportune ainsi qu'aux services essentiels. Permettre la libre circulation des travailleurs humanitaires et de l'aide. S'attaquer aux obstacles et aux restrictions à la mobilité des enfants ayant des besoins particuliers, des filles, des personnes souffrant de handicaps et des enfants et jeunes transgenres.



Protection des enfants

Collaborer avec les acteurs humanitaires et soutenir les efforts de prévention, de protection, de signalement et de réponse aux six violations graves commises à l'encontre des enfants. Protéger les enfants et les civils de l'exploitation et des abus sexuels perpétrés par les acteurs étatiques (y compris la police et les forces militaires), en accordant une attention particulière aux risques encourus par les filles et les jeunes femmes. Incorporer des protocoles, des politiques et des lois et allouer les fonds disponibles pour prévenir la violence sexuelle et liée au genre ainsi que l'exploitation et les abus sexuels. Permettre une action juridique et judiciaire.



Éducation

Donner la priorité à l'éducation certifiée, y compris à l'enseignement accéléré, à l'enseignement secondaire et aux parcours de formation professionnelle pour les adolescents et les jeunes touchés par les conflits. Garantir un accès sans barrières. Élaborer des politiques nationales pour protéger l'éducation contre les attaques, en intégrant l'éducation à la paix pour promouvoir la cohésion sociale et la résilience. Permettre aux enfants et aux jeunes déplacés de poursuivre leurs études pour se construire un avenir meilleur.



Services de santé, de nutrition et de soutien psychosocial

Renforcer les services de santé primaire, de nutrition, de santé sexuelle et reproductive, de santé mentale et de soutien psychosocial pour les enfants et les jeunes, en accordant une attention particulière aux adolescentes et aux jeunes femmes. Utiliser des équipes mobiles pour les zones difficiles d'accès. Donner la priorité au financement de la nutrition, du renforcement des systèmes de santé, de la formation, de la sécurité des déplacements et de l'intégration d'initiatives spécifiques à l'âge et à l'égalité entre les hommes et les femmes.



Assistance sous forme d'argent liquide et de bons d'achat/sécurité alimentaire/moyens de subsistance

Utiliser l'aide en espèces et sous forme de bons dans des programmes intégrés de protection de l'enfance, d'éducation, de sécurité alimentaire, de nutrition, de moyens de subsistance et de filets de sécurité sociale pour répondre aux besoins prioritaires des enfants et des jeunes. Donner la priorité aux filles et aux femmes. Promouvoir et protéger la chaîne d'approvisionnement alimentaire et nutritionnelle locale ainsi que les producteurs locaux de denrées alimentaires afin de garantir que l'aide humanitaire soit acheminée en temps voulu et de manière rentable.

Aux donateurs :



Éducation

Reconnaître que l'éducation est vitale pendant les conflits. Mettre à disposition des fonds pour atteindre l'objectif de 4 % de l'aide humanitaire fixé par l'initiative mondiale « L'éducation d'abord » (Global Education First Initiative, GEFI). Allouer des fonds suffisants à l'éducation des adolescents et des jeunes, à la mise en œuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles et aux mesures visant à protéger l'éducation contre les attaques. Donner la priorité à l'éducation dans les efforts de paix et de réconciliation. Soutenir les investissements sensibles aux conflits qui favorisent l'égalité des sexes, la cohésion sociale, la paix et la tolérance.



Protection des enfants

Financer des programmes flexibles et pluriannuels qui utilisent des stratégies tenant compte du sexe et de l'âge pour prévenir et répondre aux risques de protection des enfants aggravés par les conflits, y compris le recrutement d'enfants et la violence sexuelle et liée au genre. Financer la mise en place de mécanismes de responsabilisation axés sur les crimes contre les enfants, les violations des droits de l'enfant et le mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les enfants dans les conflits armés.



Assistance sous forme d'argent liquide et de bons d'achat/ alimentation/moyens de subsistance

Fournir un financement flexible pour les programmes qui soutiennent la stabilité économique et le rétablissement des enfants, des jeunes et de leurs familles, en accordant une attention particulière aux filles et aux jeunes femmes. Augmenter le financement de la sécurité alimentaire pour prévenir la faim, renforcer la résilience et soutenir le bien-être des enfants et des adolescents dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire. Investir dans la recherche et l'innovation adaptées au contexte local afin d'accroître l'impact.



Services de santé, de nutrition et de soutien psychosocial

Financer les soins de santé d'urgence et le soutien psychosocial, en accordant la priorité au recrutement de personnel féminin. Fournir un financement flexible pour l'accès universel à la santé et une réponse rapide aux crises sanitaires. Investir dans les systèmes de santé locaux, les infrastructures et la formation à la réponse aux crises. Financer des initiatives nutritionnelles tenant compte de la dimension de genre, telles que la nutrition maternelle, infantile et des jeunes enfants en situation d'urgence, et les intégrer aux programmes d'aide financière et de protection sociale.



Références

- 1 OCHA (2024) Cameroun: North-West and South-West - Situation Report No. 65 (May 2024). Disponible sur : <https://reliefweb.int/report/Cameroun/Cameroun-north-west-and-south-west-situation-report-no-65-may-2024> Consulté le 09/08/2024
- 2 Plan International (2024) Neglected Crisis Advocacy Brief – July 2024. Disponible sur : <https://plan-international.org/un/publications/neglected-crisis-advocacy-brief-july-2024/> Consulté le 09/08/2024
- 3 Norwegian Refugee Council (2023) The world's most neglected displacement crises 2023. Disponible sur : www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/neglected-2023/the-worlds-most-neglected-displacement-crises-2023 Consulté le 15/07/2024
- 4 OCHA (2024) Informe Tendencias e Impacto Humanitario en Colombia 2023 | Fecha de corte: Enero - Diciembre de 2023. Disponible sur : <https://www.unocha.org/publications/report/Colombie/informe-tendencias-e-impacto-humanitario-en-Colombie-2023-fecha-de-corte-enero-diciembre-de-2023-fecha-de-publicacion-13-de-febrero-de-2024> Consulté le 09/08/2024
- 5 Obermeier, A. and Rustad, S. (2023) Conflict Trends: A Global Overview, 1946-2022, PRIO. Disponible sur : <https://www.prio.org/publications/13513> Consulté le 09/08/2024
- 6 Nyssen, J. (2023) Documenting the civilian victims of the Tigray war (Conference Presentation), Royal Holloway University of London. Disponible sur : https://www.researchgate.net/publication/367272415_Documenting_the_civilian_victims_of_the_Tigray_war Consulté le 22/05/2024
- 7 Fisseha, G. et al (2023) War-related sexual and gender-based violence in Tigray, Northern Éthiopie: a community-based study, BMJ Global Health, 8:7. Disponible sur : gh.bmj.com/content/8/7/e010270?rss=1 Consulté le 23/07/2024
- 8 International Crisis Group (2023). Éthiopie's Ominous New War in Amhara. Disponible sur : <https://www.crisisgroup.org/africa/horn-africa/Éthiopie/b194-Éthiopies-ominous-new-war-amhara> Consulté le 21/06/2024
- 9 ICRC (1999) Nombrey Report Liban, People on War. Disponible sur : <https://www.icrc.org/sites/default/files/external/doc/en/assets/files/other/Liban.pdf> Consulté le 16/08/2024
- 10 OCHA (2024) Liban: Flash Update #24 - Escalation of hostilities in South Liban, as of 08 August 2024. Disponible sur : <https://www.unocha.org/publications/report/Liban/Liban-flash-update-24-escalation-hostilities-south-Liban-08-august-2024> Consulté le 16/08/2024
- 11 UNICEF (2024) Geneva Palais briefing note: Caught in the Crossfire – Liban's children under fire. 30 April 2024. Disponible en: <https://www.unicef.org/press-releases/geneva-palais-briefing-note-caught-crossfire-Libans-children-under-fire> Consulté le 22/07/2024
- 12 Secretary- General UN (2024) Annual Report of the United Nations Secretary-General on Children and Armed Conflict 2024. Disponible sur : <https://childrenandarmedconflict.un.org/document/secretary-general-annual-report-on-children-and-armed-conflict-3/> Consulté le 09/08/2024
- 13 Operational Data Portal (2024) Mozambique. Disponible sur : <https://data.unhcr.org/en/Nombrey/moz> Consulté le 09/08/2024
- 14 Medecins Sans Frontieres (2024) Violence continues to displace and traumatise thousands in Cabo Delgado. Disponible sur : www.msf.org/mozambique-violence-continues-displace-and-traumatise-thousands-cabo-delgado Consulté le 24/05/2024
- 15 OCHA (2024) Nigeria: Situation Report. 5 April 2024. Disponible sur : reports.unocha.org/en/Nombrey/nigeria/ Consulté le 23/07/2024
- 16 HRW (2024) Women's and Girl's Rights. Nigeria. Disponible sur : <https://www.hrw.org/world-report/2024/Nombrey-chapters/nigeria#5abc38> Consulté le 22/07/2024
- 17 OCHA (2024). Soudan Humanitarian Update. Disponible sur : <https://www.unocha.org/publications/report/Soudan/Soudan-humanitarian-update-15-may-2024-enar> Consulté le 02/08/2024
- 18 Lodhi, A. (2024) After a year of war in Soudan, what is the situation now? Al Jazeera. 11 April 2024. Disponible sur : <https://www.aljazeera.com/news/2024/4/11/why-did-war-break-out-in-Soudan-a-year-ago-where-does-it-currently-stand> Consulté le 29/05/2024
- 19 OCHA (2024) Soudan: Nine months of conflict, Key Facts and Figures. Disponible sur : reports.unocha.org/en/Nombrey/Soudan/card/546bR0X6yh/ Consulté le 16/07/2024
- 20 Solidaritat (n.d) El Conflicto de Philippines . Disponible en: www.solidaritat.ub.edu/observatori/esp/dossiers/Philippines/Philippines.htm Consulté le 12/06/2024
- 21 UN Women (2017). In Philippines , climate change and conflict both conspire against rural women. Disponible en: www.unwomen.org/explore/insights/Philippines-climate-change-and-conflict-both-conspire-against-rural-women Consulté le 23/07/2024
- 22 UNICEF (2022). One hundred days of war in Ukraine have left 5.2 million children in need of humanitarian assistance. Disponible sur : www.unicef.org/press-releases/one-hundred-days-war-Ukraine-have-left-52-million-children-need-humanitarian Consulté le 09/08/2024
- 23 UNHCR (2024). Ukraine. Disponible sur : www.unhcr.org/uk/Nombrey/Ukraine Consulté le 23/07/2024
- 24 Plan International (2024). Adolescent Girls in Crisis: Voices from Ukraine, Poland and Romania. Disponible sur : https://plan-international.org/uploads/2024/05/AGiC-Ukraine_Research-Report-English-Final.pdf Consulté le 09/08/2024
- 25 Ibid.
- 26 OCHA (2024) Global Humanitarian Overview 2024. Disponible sur : <https://www.unocha.org/publications/report/world/global-humanitarian-overview-2024-may-update-snapshot-31-may-2024#:~:text=The%202024%20Global%20Humanitarian%20Overview,%2446.4%20billion%20to%20-%2448.6%20billion> Consulté le 09/08/2024
- 27 Independent International Commission of Inquiry (2024) Detailed findings on attacks carried out on and after 7 October 2023 in Israel. Disponible sur : <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/sessions-regular/session56/a-hrc-56-crp-3.pdf> Consulté le 09/08/2024
- 28 OHCHR (2024) Gaza: Turk pleads for end to fighting as death toll passes 40,000. Disponible sur : <https://www.ohchr.org/en/statements-and-speeches/2024/08/gaza-turk-pleads-end-fighting-death-toll-passes-40000> Consulté le 16/08/2024
- 29 Save the Children (2024). Gaza's missing children: over 20,000 children estimated to be lost, disappeared, detained, buried under the rubble or in mass graves. Disponible sur : <https://www.savethechildren.org.uk/news/media-centre/press-releases/over-20000-children-estimated-to-be-lost-in-gaza> Consulté le 23/07/2024

Remerciements

Nous tenons avant tout : À remercier tous les enfants et les jeunes qui nous ont fait part de leur point de vue et de leur expérience de la vie en situation de conflit dans le cadre de cette recherche. Nous leur sommes reconnaissants pour le temps qu'ils nous ont consacré et pour les informations qu'ils nous ont fournies.

Cette recherche a été entreprise par Plan International, et nous remercions en particulier les personnes suivantes.

Équipe du rapport : Sharon Goulds, rédactrice en chef et autrice du rapport.

Auteurs du rapport de recherche initiale : Isobel Fergus, Dr Martha Lucia Borrás Guevara, Aisling Corr, Maite Sagastizabal and Dr Keya Khandaker (auteurs principaux) et Dr Kit Catterson et Dr Lucia Rost (auteurs participants).

Comité de rédaction de Plan International : Isobel Fergus, responsable principale de la recherche et chef de projet du rapport ; Dr Keya Khandaker, responsable intérimaire de la recherche et chef de projet du rapport ; Dr Jacqueline Gallinetti, directrice du suivi, de l'évaluation, de la recherche et de l'apprentissage ; Lindsey Hutchison, chef de l'unité « Politique humanitaire mondiale, plaidoyer et diplomatie » ; Anna MacSwan, responsable des médias et des relations publiques au niveau mondial ; Zoe Birchall, responsable des campagnes au niveau mondial ; Anita Queirazza, responsable de l'unité Protection des enfants dans l'action humanitaire au niveau mondial ; Emilia Sorrentino, responsable de l'éducation dans les situations d'urgence au niveau mondial ; Robin Knowles, responsable des médias au niveau mondial ; et Danny Plunkett, responsable du contenu et de la création.

Nous tenons à remercier les personnes suivantes pour leurs précieux commentaires et les informations apportées dans le cadre de l'élaboration de ce rapport.

Équipes de bureaux de pays et des organisations nationales : Nous remercions le personnel des bureaux de Plan International - Cameroun, Colombie, Éthiopie et Philippines - qui a contribué à faciliter la recherche qualitative, ainsi que tous les bureaux qui ont fait part de leurs commentaires sur ce rapport.

Plan International Global Hub: Carla Jones, directrice de la communication ; Kathleen Sherwin, responsable de la stratégie et de l'engagement ; Damien Queally, responsable des programmes ; Dr Lucia Rost, responsable de la recherche ; Ifigeneia Kamarotou, responsable de la campagne mondiale ; Lotte Claessens, spécialiste de la protection des enfants en situation d'urgence ; Dr Unni Krishnan, directeur de l'action humanitaire mondiale.

Plan International ROA : Luisa Fernanda Barajas Garcia, conseillère en protection humanitaire et plaidoyer.

Plan International UN Liaison Office Genève : Enzo Tablet Cruz, Conseiller en politique et plaidoyer sur les déplacements forcés.

Plan International UN Liaison Office New York : Mohamed Djingo, Conseiller en politique et plaidoyer pour la paix et la sécurité.

Autres participations : Nous remercions tout particulièrement Fatima et le Dr Elzahra Mohammed d'avoir rédigé les avant-propos du rapport et d'avoir partagé leurs expériences et leurs points de vue.

Codificateurs des données qualitatives : Isobel Fergus, Aisling Corr et Maite Sagastizabal.

Donateurs : La recherche au Soudan a été partiellement financée par Adyen et le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, au nom de Plan International Pays-Bas.



Co-fondé par l'Union européenne. Les points de vue et les opinions exprimés sont toutefois ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de la DG ECHO. Ni l'Union européenne ni l'autorité responsable ne peuvent en être tenues pour responsables.

Enquêtes menées par: Geopoll

Conception : Doodlio Studio



Des filles transportent des chaises dans un espace d'apprentissage temporaire installé dans leur école au Mozambique © Plan International 67



Jusqu'à l'égalité

À propos de Plan International

Plan International est une organisation humanitaire et de développement indépendante qui fait avancer les droits des enfants et l'égalité filles-garçons ou l'égalité supp des droits pour les filles. Nous croyons au pouvoir et au potentiel de chaque enfant mais nous savons que cela est souvent balayés par la pauvreté, la violence, l'exclusion, les normes sociales et la discrimination. Et ce sont les filles qui sont le plus affectées.

En travaillant conjointement avec des enfants, des jeunes, des sympathisants et des partenaires, nous recherchons un monde plus juste et plus durable qui s'attaquent aux causes profondes des défis que les filles et les enfants vulnérables peuvent rencontrer. Nous accompagnons, les filles et plus largement tous les enfants de la naissance jusqu'à l'âge adulte pour développer leur autonomie et leur donner la capacité de décider pour leur vie en situation de développement et/ou d'urgence. Nous stimulons des changements dans les pratiques et les politiques aux niveaux local, national et mondial grâce à notre portée, notre expérience et notre connaissance des besoins, des réalités et des inégalités.

Pendant plus de 85 ans, nous avons mobilisé d'autres optimistes déterminé-es pour transformer les vies de tous les enfants dans plus de 80 pays.

Ensemble, nous n'arrêterons pas. Jusqu'à l'égalité !

Publié en 2024. Texte © Plan International

Plan International

Siège international
Dukes Court, Duke Street, Woking,
Surrey GU21 5BH, Royaume-Uni

Tel: +44 (0) 1483 755155

Fax: +44 (0) 1483 756505

E-mail: info@plan-international.org



plan-international.org



facebook.com/planinternational



twitter.com/planglobal



instagram.com/planinternational



linkedin.com/company/plan-international



youtube.com/user/planinternationaltv